



EMILE HENRY
POLEMIQUES, DEBATS,
DISCUSSIONS

EMILE HENRY
POLEMIQUES, DEBATS,
DISCUSSIONS



Anari' Chronique

Alfredo M. Bonanno, *Del terrorismo, di alcuni imbecilli e di altre cose*, Edizioni *Anarchismo*, Deuxième édition, mai 2003.

Lope Vargas, *Per il verso della vita*, paru dans *Diavolo in corpo*, n.2, revue de critique sociale, mai 2000.

Rose Caubet, *Emile Henry et la propagande par le fait*, paru dans *À corps perdu*, n.1, revue anarchiste internationale, décembre 2008.

Sur la responsabilité individuelle, paru dans *A corps perdu*, n.1, revue anarchiste internationale, décembre 2008.

Juin 2018

anarchronique@riseup.net

anarchroniqueeditions.noblogs.org

Sommaire

p.5 - Du terrorisme, de certains imbéciles et d'autres choses
p.26 - Appendice

p.47 - Pour le vers de la vie

p.52 - Emile Henry et la propagande par le fait

p.64 - Sur la responsabilité individuelle

DU TERRORISME, DE CERTAINS IMBÉCILES ET D'AUTRES CHOSES

Note à la première édition (1979)

L'existence de ce livre est née de la publication de deux articles : *Émile Henry et le sens de la mesure* de Amadeo Bertolo [chieur d'encre], paru dans «A-rivista anarchica» n.2 (1979), et *Violentisme et éthique* de Paolo Finzi [prêtre déguisé], paru dans le n.3 (1979) de la même revue. Ces deux articles attaquent ma recension du livre : Emile Henry, *Coup pour coup* (Éditions Vulcano, 1978), publiée dans « Anarchismo » n.23-24.

[En *Appendice* nous publions ma recension du livre d'Henry, l'article de Bertolo et de Finzi et deux articles de Gianfranco Bertoli titrés : *Le prix à payer*, publié dans « A-rivista anarchica » n.4 (1 979), et *Actes individuels et « terrorisme »*, publié dans le même numéro].

Cette polémique nous donne l'occasion d'approfondir les énormes problèmes de la lutte armée, et plus particulièrement ceux relatifs au soi-disant « frapper dans le tas », c'est-à-dire l'attaque contre les exploités de manières plus large que celles réalisées jusqu'à maintenant par le mouvement révolutionnaire.

Du terrorisme, de certains imbéciles et d'autres choses

De ceux qui sont sourds

« La « raison » dans le langage : ah ! Quelle vieille femme trompeuse ! Je crains bien que nous ne nous débarrassions jamais de Dieu, puisque nous croyons encore à la grammaire... »

Friedrich Nietzsche

Les vieilles Lumières croyaient, en toute bonne foi, qu'une fois les choses bien expliquées, une fois la domination de la « raison » imposée dans le monde, tous

auraient cessé de garder la tête sous le sable, rendant difficile – voire impossible – le mensonge, la mauvaise foi, l'ignorance et l'exploitation.

Les pauvres vieilles n'avaient pas pris en compte une grave maladie affligeant le genre humain : la surdité.

On qualifie de sourd celui qui a perdu le sens de l'audition, celui qui n'entend pas distinctement les sons et les bruits, mais aussi celui qui ne prête pas attention.

Si on y réfléchit, c'est bien ce dernier le véritable sourd. Aucune voix, aussi puissante soit-elle, ne pourra se faire entendre par celui qui a décidé de ne pas entendre. Aucun raisonnement, aussi clair ou limpide soit-il, ne pourra convaincre celui qui a décidé de ne pas se faire convaincre. Aucune évidence ne sera suffisamment évidente pour celui qui a décidé de nier l'évidence.

Voilà pourquoi j'écris ces pages avec la mort au cœur. Une fois encore – j'en suis sûr –, malgré les efforts que je pourrais faire pour donner aux mots le sens qu'ils devraient avoir, les incompréhensions et la surdité ne manqueront pas.

Tous les chieurs d'encre de ce monde savent que la société dans laquelle nous vivons est le produit historique de l'exploitation d'une grande majorité du genre humain par une petite partie. Malgré tous les efforts qui ont été faits, cette petite partie n'a jamais été identifiée avec clarté, il y a toujours eu des disputes, soit concernant son importance quantitative, soit sa place à l'intérieur de la société même. Sans parler de ses responsabilités : on ne compte plus les avocats défenseurs et les procureurs du roi qui se sont donné pour objectif de justifier ces responsabilités.

Cela étant, puisque la différence de classe – clair comme le soleil – subsiste, et avec elle l'exploitation, et avec elle le génocide systématique des travailleurs, et avec lui tout ce qui en découle, du coté des soit-disant progressistes chieurs d'encre, personne ne s'est jamais hasard  à affirmer que l'on pouvait – en définitive – fermer les yeux et, avec un peu de bonne volonté, arranger les choses.

Parmi ces messieurs on compte non seulement les vaniteux et les stupides pans du stalinisme organisé, mais aussi les fantômes morbides d'une sorte d'anarchisme bavard et respectable. Ils sont nombreux les chieurs d'encre qui, comptant sur la terreur sacrée qu'inspire la grammaire, palabrent sur tout type de sujet, rédigeant des catéchismes, rêvant de se transformer en  me intellectuelle du mouvement, de construire les bases culturelles desquelles les exploités partiront pour terminer leur révolution. Passe-temps stupides de ceux qui n'ont rien d'autre à faire – pourrait répondre quelqu'un. Tout comme ceux qui au bistrot, entre deux verres, aiment discuter de sport, de femmes ou de politique, entre deux numéros de leur journal, ils aiment discuter de révolution. Mais certaines fois le discours se fait plus dangereux. Ne pouvant parler éternellement des problèmes de l' cole, des syndicats qui ne sont pas comme ils devraient être, de l'histoire de la révolution espagnole ou de l'histoire de la révolution en Ukraine, ils tombent parfois dans des sujets plus triviaux : ils parlent de la situation dans les prisons, sont obligés d'accueillir les lettres de compagnons anarchistes incarcérés, ils parlent des problèmes que la lutte armée en Italie a entraînés aujourd'hui, et sont contraints

de prendre position.

Là, notre ami chieur d'encre est pris d'hystérie. Ne se rapproche-t-on pas trop, ainsi, de ces thématiques qui pourraient attirer l'attention de la police ? Ne court-on pas le risque de donner une « mauvaise impression » à ceux qui sont chargés du contrôle des publications anarchistes ? Ne vaut-il pas mieux, surtout en ces temps de chasse aux sorcières, prendre position, évitant tout amalgame possible avec des gens qui – comme celui qui signe ce texte – continuent à affirmer non seulement que la lutte armée (même en Italie, même aujourd'hui) est possible, mais aussi qu'elle doit être défendue avec tous les moyens et tous les efforts ?

Certes, il faut faire les choses bien, ne pas donner l'impression de travailler gratis pour la police, en criminalisant les compagnons les plus exposés, il faut saisir ce que l'on considère être un point faible, frapper, en évitant absolument de parler des problèmes en question, mais en énumérant des accusations de type personnel, de manière à ce que personne ne puisse dire qu'il a fait une erreur sur ce point ou qu'il n'a pas compris cet autre point : tellement, que l'on a parlé de rien, on ne s'est limité qu'à de vagues affirmations d'« indignations » et de « préoccupations ».

Reste à se demander s'il peut être productif de polémiquer avec de telles personnes qui, derrière des prétextes, préfèrent proférer une série considérable d'insultes en lieu et place de l'approfondissement du problème. Afin de faire apprécier ces insultes à ceux qui les reçoivent, ceux qui utilisent encore la grammaire devraient au moins intercaler leurs insultes avec une analyse – ou, au moins, une tentative d'analyse – du sujet qui en est à l'origine. Cela permettrait au lecteur de bonne volonté de mettre de côté ces dernières et de vérifier les analyses.

Mais, évidemment, n'étant pas encore débarrassés de la grammaire, nous sommes tous attachés à des bagatelles de ce type. Le vrai révolutionnaire est peut-être notre chieur d'encre, qui dit clairement et simplement : «... notre intention n'est pas... tellement de discuter et donc d'argumenter point par point, ni de répliquer et documenter, [mais] plutôt de témoigner de notre indignation et de notre préoccupation ».

À quel point devrait-on crier pour se faire entendre par des gens de la sorte ?

Et puis, cela en vaudrait-il la peine ? Certainement pas. Bien entendu, ce ne sont pas les accusations personnelles qui m'ont poussé à écrire ces pages, au contraire, dans un certain sens, ces accusations m'ont fait plaisir parce que – pour la première fois – elles sortent dans un journal anarchiste avec de nombreuses signatures, alors qu'avant elles ne servaient qu'à alimenter les discussions de couloir que les rats morts d'un certain anarchisme de cinémathèque continuent à alimenter.

Je m'occuperais donc de l'analyse de ce qui – tel que j'ai cherché à le suggérer – se révèle implicite dans le geste d'Henry. Il faut ajouter que cette analyse, et le fait que j'en ai souligné les contenus d'actualité pour le mouvement révolutionnaire aujourd'hui, a scandalisé non seulement les professeurs universitaires comme le rédacteur du « promemoria » pour les carabiniers dont je parlais ci-dessus, mais aussi des compagnons

sérieux qui, ignorant les insultes, ont cherché, en m'écrivant, à approfondir le problème du « si » et du « comment » frapper « la bourgeoisie dans le tas ».

De l'analyse

« [...]Paul Poirier avait été nommé professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, quand une autre mésaventure, d'ordre criminel, apporta quelque trouble dans le laboratoire du maître [...]. C'était en 1894. L'on avait transporté à la Faculté de médecine le corps d'un anarchiste, Émile Henry, émule du célèbre Ravachol, exécuté le matin même sur la place de la Roquette. Le professeur Poirier le réclama pour son laboratoire, comme il s'était réservé le cadavre de Pranzini, quelques années auparavant. Sur-le-champ, je fus, ainsi que mes trois camarades, chargé de prélever sur le macchabée des fragments anatomiques de toutes sortes, destinés à des dissections et à des préparations qui devaient enrichir le musée de la Faculté. Depuis deux bonnes heures, nous étions occupés à ce travail d'un genre assez particulier, quand un coup de téléphone vint déranger le «patron ». La Préfecture de Police informait que la famille du supplicié avait réclamé son corps et qu'il convenait de le renvoyer immédiatement à la Morgue...

Poirier s'était précipité dans le laboratoire où nous étions en train de travailler : «Halte, mes enfants !» dit-il de sa voix de commandement, «il faut rendre Henry à sa famille !» et il nous donne l'ordre de réparer tous les dégâts que nous avons commis, en nous procurant sur d'autres cadavres ce qui manquait déjà au corps de l'anarchiste. Pendant deux heures, nous dûmes nous livrer à un véritable travail de stoppage, afin de faire disparaître les ravages que nous avons commis avec nos scalpels. C'est ainsi que nous rendîmes à sa famille, le corps de Henry, ravalé de façon si brillante que personne ne put se douter des outrages qu'il avait subis. Sie itur ad astra ! [c'est ainsi que l'on arrive aux cieux].»
André Pascal

Drôle d'espèce que celle d'Henry. Comme le document cité ci-dessus le démontre, son cadavre fut rongé par les savants de l'Université de Paris, de la même manière que l'on cherche à ronger quelque chose de son action aujourd'hui, et de ce qu'il voulait manifester au mouvement révolutionnaire avec cette action.

Certes, on parle d'Henry avec respect, on chante son nom dans les chansons anarchistes, les vieilles, pleines de sang et de dynamite, mais quand on cherche à comprendre la signification de son attaque de la bourgeoisie, on est immédiatement pris de doute. On cherche à isoler cette action, la reléguant, avec l'attentat au Diana, dans le « passé anarchiste moins exemplaire ». À ce sujet, il faut dire quelque chose tout de suite. Mettre ensemble l'action d'Henry et l'attentat au Diana est une tentative, maladroite, de confondre les compagnons, car il y a de nombreuses différences entre les deux actions. Dans le geste d'Henry, il n'y a rien de tout ce qui s'est révélé obscur

et jamais bien éclairci à l'égard du fait au Diana. Pour rendre les choses plus confuses encore, on aurait pu le comparer à l'attentat de la Piazza Fontana.

Henry se rend avec une bombe dans un café du Paris « fin-de-siècle », un café fréquenté par la meilleure bourgeoisie de la capitale, y jette son engin, essaye de s'échapper, n'y parvient pas, est arrêté, emprisonné, jugé et exécuté.

Voilà tout. Pourquoi est-ce que j'ai cherché, dans la recension incriminée, à expliquer que – selon moi – son action contient une contribution théorique, une analyse de classe qui doit être méditée, aujourd'hui encore, sans faux moralismes ? C'est simple. Parce que je suis pleinement convaincu de la vérité de ce que j'affirme. Et le débat que le mouvement développera à ce sujet ne pourra que confirmer mon idée. L'accusation qui m'est renvoyée, à savoir qu'avec ce texte j'ai cherché à « impressionner le bourgeois » ou « mieux, à impressionner l'anarchiste » (sic !) ne me touche absolument pas, tout comme ne me touche absolument pas la désignation que ce faisant – depuis des années – j'emploie « la modestie d'un ministère publique, la courtoisie d'un bagarreur, et l'ingénuité d'un publicitaire ». Ce sont des mots. Venons-en aux faits.

Selon moi Henry a fait une analyse de classe. Il nous a dit que, l'existence de la bourgeoisie identifiée – et ses lieux physiques aussi –, il a voulu la frapper : pas individu par individu, soupesant les responsabilités individuelles, mais en tant que classe, de manière indiscriminée, en tant que classe qui gère la domination et l'exploitation. Il a identifié l'ennemi et a procédé à un acte de guerre de classe. Rien de plus, rien de moins.

Le point le plus important, à mon avis, – si on veut avoir la complaisance d'arrêter pour un instant le fleuve de contumélies qui a été dirigé contre moi – est celui de se décider par rapport à la possibilité d'identifier l'ennemi : qu'ensuite on appelle cet ennemi bourgeoisie, qu'on l'appelle pouvoir, qu'on l'appelle techno-bureaucratie, qu'on l'appelle État, il s'agit de différents mots que l'on utilise pour s'aider dans la recherche, dans l'analyse, non pas d'obstacles que nous construisons pour empêcher notre action.

En bref : si nous nous dédions à mieux préciser la cause de l'exploitation, l'ensemble des personnes et des choses qui la rendent possible, ce n'est pas pour que, de cette manière, nous puissions mettre notre âme en paix en nous disant : voilà, finalement nous savons quelles sont les causes de nos ennuis, tournons-nous de l'autre côté et dormons dessus. Quand bien même quelqu'un d'entre nous, affligé par la maladie du chieur d'encre, puisse se leurrer à faire cela, la même chose ne sera pas possible pour ceux qui subissent vraiment l'exploitation (qui sont en général des personnes différentes de celles qui dissertent sur l'exploitation). Voilà, quand ces derniers entrent en possession de ces éclaircissements, quand ils lisent les analyses et se rendent compte de certaines actions, que doivent-ils faire ? Se retourner eux aussi de l'autre côté ? Non ! Ils ne peuvent pas faire cela, parce que peu importe de quel côté ils se tournent, ils subissent toujours la pression de l'exploitation. Alors ils cherchent à frapper ces objectifs, que les analyses et les actions avaient contribué à clarifier.

Pour quel autre motif, au juste, ces analyses auraient dû être faites ? Quel sens a une

analyse qui ne sert pas pour l'action ? De quelle manière puis-je apprécier une personne qui écrit – comme notre chieur d'encre – « C'est vrai qu'à un niveau d'abstraction sociologique c'est encore possible d'identifier – comme nous l'avons nous-même fait – une classe dominante (un hybride capitaliste et techno-bureaucratique) qui occupe le sommet de la pyramide sociale, mais c'est une chose d'identifier les obstacles de classes à un niveau analytique, c'en est un autre de les identifier opérativement », de quelle manière puis-je l'apprécier, sinon comme une crapule « sociologique », digne de poser son cul à côté de celui du tant vanté Luciano Pellicani, stupide serviteur et érudit de la social-démocratie des super-prisons et de la décimation sur les postes de travail ?

Maintenant, je me demande, quand un compagnon, un prolétaire, un chômeur, ou un groupe de compagnons ou de prolétaires, qui après des années ont accumulé toute la charge de haine que l'exploitation produit, qui pendant des années se sont mangé le foie, ne sachant que faire contre ceux qu'ils avaient en face, parce qu'il était trop difficile de les identifier, parce qu'il était trop difficile de les frapper au moment précis des responsabilités de classe, quand ceux-ci prennent entre les mains un livre comme *Les nouveaux patrons* [Edizioni Antistato, Milano 1978] et commencent à le lire, voilà, je me demande, pour quel fichu motif devraient-ils sortir de leurs poches 6 000 lire pour lire « quelque chose » sur les patrons ? Qu'en ont-ils à faire eux, des « patrons » « vieux et nouveaux », si ce n'est pas une contribution qui puisse les aider à mieux les identifier et, une fois identifiés, à mieux les frapper ?

Ici la chose est claire. Ou bien les réalisateurs du livre sur les « nouveaux patrons » ont fait ce riche travail d'effort analytique pour la faire circuler dans la sphère restreinte des professeurs d'universités, qui ont chacun intérêt à mieux connaître les patrons pour mieux les servir, ou bien ils l'ont fait pour fournir une contribution au mouvement révolutionnaire des exploités. Si, comme nous le pensons, leurs intentions se trouvent dans la seconde hypothèse, je ne vois pas ce qu'il pourrait y avoir d'étrange si ces derniers, lisant le livre, le considèrent comme un instrument de clarification pour frapper leur ennemi. Et quelle meilleure récompense pour les auteurs du livre, au moins pour ceux d'entre eux qui se disent anarchistes et – en tant que tels – passent pour révolutionnaires ?

Maintenant, en laissant de côté les contributions dans ce livre qui sont dues à la plume des serviteurs des patrons universellement connus comme Pellicani et compagnie (auquel, je l'ai dit et je le répète ici pour éviter les malentendus, il faudrait mettre une balle et ne pas accepter qu'ils parlent dans les rencontres anarchistes), ils restent les contributions comme celles de notre chieur d'encre, dans laquelle on lit clairement :

« Ce sont précisément eux, selon nous, les nouveaux patrons : technocrates et bureaucrates, ou mieux, techno-bureaucrates, pas seulement et pas tant parce que technocrates et bureaucrates présentent, à notre avis, suffisamment de caractères d'affinités de classe pour requérir une définition unique même terminologique, mais plutôt parce que technocratie et bureaucratie peuvent être vues comme deux manières d'être de la même domination de classe, deux manières de gérer le pouvoir, deux

manières d'ordonner les critères décisionnels... ».

Pas seulement, mais notre chieur d'encre assidu trouve aussi la perspicacité « taxinomique » de nous faire une énumération ou une « typologie » des nouveaux patrons ; fonctionnaires étatiques (« lesquels détiennent une part non négligeable du pouvoir décisionnel, du pouvoir politiques par-dessus tout et, à des degrés différents et en fonction de leurs compétences respectives, de pouvoir économique ») techno-bureaucrates qui se situent à l'échelon hiérarchique supérieur aux forces armées, dirigeants d'entreprises publiques qui se confondent – à un certain point – avec les dirigeants des grandes entreprises capitalistes, dirigeants politiques et syndicaux (« gestionnaires de la conflictualité sociale »). Et en conclusion de cette belle énumération il écrit : « Comme hier il est nécessaire que les prolétaires identifient dans la bourgeoisie un ennemi de classe et dans le système capitaliste une machine de domination et d'exploitation qui doit être démolie, ainsi, la lutte de classe ne deviendra pas une lutte consciemment révolutionnaire si l'identification d'un nouvel ennemi de classe dans la techno-bureaucratie ne devient pas tout aussi clair ».

Quelle étrange conclusion ! A-t-il pété les plombs ? Ces dernières affirmations ressemblent à des indications opératives. Mais, mystères de la grammaire.

Pourtant, ceux qui n'ont pas l'habitude de la grammaire pourraient les lire comme telles et les voir comme des éclaircissements pour la lutte. Tous ne sont pas habitués aux subtilités de la philosophie.

Maintenant, prenons, par exemple, un pauvre prolétaire malheureux, avec les couilles gonflées et les épaules courbées, lequel, attiré par le titre *Les nouveaux patrons* et sentant son esprit se soulever se dit : « Enfin ! Voilà des indications claires sur où je dois diriger la haine que j'ai accumulée toutes ces années ». Faisons attention, nous donnons un exemple, par amour pour la discussion, nous ne voudrions pas que quelqu'un nous accuse de dire, ici, que si demain on tue un général la faute revient au chieur d'encre qui l'avait inclus dans la liste des « nouveaux patrons ». Mais revenons à notre hypothèse. Donc, si un prolétaire voit cette énumération, et que, très remonté il se met à l'œuvre, si un groupe d'exploités s'organisent et prend cette liste – qui, notons-le, était publiée par notre chieur d'encre sous forme de catéchisme dans un autre cadre, plus large et sous le signe d'un mouvement politique entier – et qu'avec cette liste il se met à l'œuvre, disons dans les ministères, dans les casernes, dans les grandes industries, frappant justement cette classe qui – avec plus ou moins de perspicacité sociologique, là n'est pas le problème – a été identifiée et portée à l'attention des exploités, si cela arrive, que faisons-nous ?

Nous ne faisons rien. Si, comme l'écrit le même chieur d'encre (mais ça doit être une erreur de sa part), cette analyse sert à ce que la lutte révolutionnaire devienne plus consciente, nous ne nous arracherons pas les cheveux pour cela. Sinon, notre éminent professeur, repensera à ce qui est ci-dessus et, au moment de l'affrontement, ira-t-il s'enfermer à la bibliothèque récitant son mea culpa pour « avoir provoqué un scandale » ?

Et s'il trouve naturel d'écrire des choses de ce genre, des « taxinomies » non pas des végétaux mais de la classe des exploiters, pourquoi trouve-t-il aussi peu naturel que d'autres en fassent de même avec l'action ?

Comment se fait-il que sa perspicacité sociologique s'affaiblisse tout à coup et qu'avec une ineptie éhontée il en arrive à inclure dans la « bourgeoisie » les « ménagères qui votent DC [Démocratie Chrétienne] et croient les prêtres et Gustavo Selve, et les ouvriers qui se font État avec le PCI et les syndicats ? Ou pourquoi lui vient-il à l'esprit que l'on puisse comparer la proposition analytique qui nous vient de l'action d'Henry, avec une bombe dans un bar quelconque de la piazza di Duomo à Milan ou – mieux encore – en pleine via Etna à Catane ? Comment se fait-il que ces yeux si habitués à scruter dans la taxinomie de classe, se ferment désormais dans la plus complète cécité ?

Même mon souvenir de l'action de Bertoli et de la critique qu'à ce moment j'ai écrit sur cette action est un signe que la proposition analytique que j'avance dans ma recension [du livre d'Henry] n'a pas été comprise – ou mieux, que l'on n'a pas voulu la comprendre –. L'action de Bertoli ne fut pas une attaque de la bourgeoisie « dans le tas » comme veut la faire passer notre chieur d'encre, une attaque qui a mal tourné à cause d'une erreur de calcul, mais une attaque qui a mal tourné à cause d'une erreur d'évaluation analytique de l'objectif. Et l'erreur ne fut pas dans la plus ou moins grande longueur du lancer de la bombe, mais dans le choix de l'objectif. Et, comme j'ai eu l'occasion de le préciser à d'autres moments, cette erreur que même Bertoli ne peut pas nier, ne peut que s'attribuer à une carence analytique – incompréhensible pour moi – chez une personne qui se définit comme anarchiste individualiste. Voilà tout. Rien d'autre à dire sur la question Bertoli. En ce qui me concerne, qu'il mène maintenant ses batailles en prison ne peut que jouer en son honneur, mais ne change rien à l'évaluation négative de son action passée.

De plus, justement parce que je considère les actions contre les exploiters intéressantes, même celles que l'on indique par la phrase « frapper dans le tas », et justement parce que je retiens que dans l'action de Bertoli il y eut une carence de type analytique, c'est-à-dire une carence dans l'identification de l'objectif à frapper, je pense qu'il est d'une grande utilité d'approfondir le problème. En me jetant à la figure la critique que j'ai faite de l'action de Bertoli, on a voulu me mettre face à un obstacle qui n'existe pas. Si cette action avait été satisfaisante au niveau de l'objectif à frapper, j'aurais été parmi les premiers, en son temps, à la saluer comme bienvenue.

En conclusion, il y en a qui n'ignorent pas que dans toute cette affaire ils se sont comportés comme de vrais sourds. En premier lieu notre ami chieur d'encre, suivi de l'entière rédaction du journal qui a jugé opportun de se reconnaître « pleinement » dans son écrit. Mais personne n'a parlé de la proposition analytique, comme si la contrepartie s'était évaporée dans le néant, comme si, d'un moment à l'autre, l'affrontement de classe n'existait plus et, tous frères, nous pourrions embrasser nos exploiters.

Maintenant, je me demande très simplement. S'il existe une manière d'attaquer nos ennemis, si ces ennemis sont bien identifiés, si nous avons les moyens pour les attaquer,

s'il y a quelqu'un parmi nous qui veut les attaquer, je me demande, comment doit être considéré celui qui cherche à retarder cette attaque avec des arguties philosophiques ? N'est-ce pas le moment de demander à ce type de quel côté de la barricade il se tient ?

Je comprends la critique sérieuse, même radicale, celle qui est souvent appelée critique critique, et qui risque de tomber, parfois, dans le règne abstrait de l'hypercritique, mais le dénigrement, la fermeture déclarée à tout approfondissement, le refus d'admettre l'évidence, l'emploi des insultes pour couvrir les tentatives désespérées de récupération, comment doit-on les juger ?

De l'un et des multiples

Le concept de classe est parmi les plus difficiles à saisir, et ce n'est certainement pas le moment adapté pour l'approfondir. Il suffit de donner quelques affirmations très simples.

Un individu exploitateur s'identifie assez facilement. On peut dire que chaque exploité a à portée de mains un ou plusieurs exploitateurs, en commençant par l'affreuse catégorie des petits chefs, pour arriver à celle des cadres supérieurs et à celle constituée par les gros responsables.

Il est plus difficile de se rendre compte des mécanismes qui lient les responsables de l'exploitation entre eux.

Que les analystes hypercritiques fassent attention, parce qu'à vouloir aller jusqu'au bout, en partant de l'hypothèse des exclusions progressives, tellement que la responsabilité se transfère en arrière à l'infini, on se retrouve avec les mains vides : le conflit de classe s'éteint dans la neige de l'interclassisme.

Que le prêtre déguisé fasse attention quand, avec une tête à claque et la componction du meilleur jésuitisme au monde, il écrit : « Et que l'on ne vienne pas dire que tuer un flic est cohérent avec nos fins parce que ça élimine un instrument du pouvoir. Cela, c'est confondre les hommes avec les rôles, ce qui est éthiquement inique, logiquement idiot et stratégiquement fou. Comme de penser éliminer l'exploitation de l'agriculture en tuant les marchands de fruits et légumes, ou éliminer la religion en assassinant les curés de campagne. » Que cette digne personne fasse attention à ne pas répéter des idioties du genre quand elle se trouve aux côtés de quelques sous-prolétaires, de quelques ex-détenus qui ont subi des dizaines de jours de lit de contention, de quelques exploités vraiment enragés, parce que, dans le cas où ces personnes réussissent à temps à se remettre de la stupéfaction causée par la suprême idiotie de ces affirmations, elles lui casseraient la gueule sans se perdre en bavardages.

Mais, à part les risques physiques – dont je me fiche – que ce prêtre déguisé pourrait courir, reste le fait que cette phrase dénonce un état démentiel de putréfaction social-démocratique que nous n'avons jamais rencontré à l'intérieur du mouvement anarchiste. Et s'il reste un brin d'honnêteté au chieur d'encre, son digne compère, il lui sera impossible de ne pas admettre que mes vieilles critiques d'une certaine

composante du mouvement anarchiste devaient avoir un certain fondement si de tels imbéciles font carrément partie de la rédaction qui s'est montrée « solidaire » avec lui.

La vérité, c'est que quand on affronte le problème du rapport entre l'un et les multiples, le vieil esprit chrétien de la faute et de la condamnation prend le dessus. L'individu exploiteur est pesé par l'intellectuel hyper-critique, ses responsabilités sont évaluées et, sur le plan éthique, on prononce une condamnation à son égard. Quand on a la classe face à soi, la classe des exploités, sans la possibilité de quantifier immédiatement les différents degrés de responsabilité, on est pris de panique, soudain bondissent sous nos yeux les fantômes de l'indiscriminé, du tas, de l'innocent qui meurt à côté du coupable, du risque éthique que l'on court.

Je ne sais pas pourquoi, mais quand on parle des possibilités de considérer de manière plus large l'affrontement de classe, passant, de la phase des attaques individuelles, à des attaques plus larges, des attaques capables de frapper des objectifs plus vastes, des attaques directes contre les choses et les hommes du capital, on pense tout de suite au nazisme, on a en face de nous les hélicoptères du chah qui mitraillent les manifestants, les avions américains qui larguent les bombes atomiques sur le Japon, les bombardements à répétition, les génocides au Vietnam.

Qu'est-ce que tout cela a à voir avec le problème d'attaquer la classe des exploités, cette classe que nous avons coutume d'appeler improprement la bourgeoisie, et la frapper – dans les limites du possible – dans ses hommes et dans ses propriétés ?

Pourquoi faire de tels parallèles ? Si on est de bonne foi, comme les quelques compagnons qui m'ont critiqué dans ce sens, mais avec honnêteté et clarté, il s'agit d'une simple erreur dans l'utilisation de l'instrument analytique : quelque chose n'a pas fonctionné dans l'identification de la classe adverse. Il faut faire tous les efforts pour éclaircir cette partie analytique, ne pas se retrancher sur les caractéristiques « a priori » concernant l'instrument qui est utilisé. Nous ne pouvons pas dire : c'est légitime d'attaquer la marchandise-capital, ça ne l'est pas d'attaquer l'homme qui mène l'exploitation. Comme nous ne pouvons pas dire : attaquer un individu exploiteur est légitime, ce n'est pas légitime d'en attaquer dix. Quel sens tout cela aurait-il ?

Maintenant, les multiples se différencient de l'un par conséquent du fait, très élémentaire, qu'ils se retrouvent ensemble, sont voisins, se dédient aux mêmes objectifs (c'est pour ça que la proximité physique n'est pas un accident marginal), ils parcourent la même rue. Et les exploités se retrouvent ensemble, unis par l'instinct de classe, que la classe met instinctivement en marche, par les choix et les préférences de classe.

Une analyse de ces compositions et décompositions ne peut pas se limiter à une classification statique, même « actualisée » de temps en temps, elle doit être en mesure de saisir ces éléments dynamiques qui visent à caractériser la classe des exploités de la même manière, sinon plus, que les éléments de plus longue durée.

L'appartenance aux grades élevés de l'armée – comme nous l'a montré l'éclairante analyse de notre chieffier d'encre –, avec l'appartenance aux sommets dirigeants de l'administration de l'État, de la magistrature, des banques et des industries (privées ou

publiques), constitue ce que nous pourrions appeler l'élément de persistance, ce que la classe comporte « dans le temps » avec une certaine constance. En effet, les officiers de l'armée, les magistrats, les députés, les hommes qui dirigent l'administration de l'État, des banques et des industries privées et publiques ne modifient pas leur « statut social » d'un jour à l'autre, ce genre de modifications est extrêmement long. Ce sont les relations dynamiques, qui contiennent une grande composante personnelle qui se modifient plus rapidement, et c'est sur cela qu'il faut réfléchir si l'on veut parvenir à une analyse de classe qui ne soit pas une doctrine vide laissée à la poussière des bibliothèques.

Il n'y a pas de doute que les exploités savent quasiment tous que les grades supérieurs de l'armée, de la magistrature, de l'administration de l'État, des banques, des entreprises industrielles privées et publiques ne sont pas seulement des « rôles », mais correspondent à des personnes physiques. Les exploités savent pertinemment – contrairement à notre prêtre déguisé ci-dessus – que si derrière chaque rôle il y a un homme, les responsabilités du rôle n'acquittent pas l'homme, sinon on aurait très bien pu donner une retraite et un diplôme aux criminels nazis, au lieu de les pendre à Nuremberg. Par conséquent, puisque la majeure partie des exploités, malheureusement, n'est pas habituée aux subtilités grammaticales, elle sait parfaitement que ces rôles correspondent à des personnes physiques bien précises. Ce qu'elle ne sait pas, c'est « où » ces personnes exécutent leur « travail », « de quelle manière » les contacts ont lieu entre elles, quelles sont leurs « préférences », leurs « goûts », leurs petites et communes « faiblesses » personnelles. C'est là qu'est le problème de la différence entre l'un et les multiples. Ce que beaucoup d'« analystes » politiques ont fait jusqu'à maintenant, c'est donner un grand nombre d'indications concernant les aspects statiques de l'ennemi, contribuant à développer dans l'âme des exploités la sensation que ces aspects constitueraient tout ce que l'on pouvait « savoir » sur ce sujet, et par là que « le reste » serait semblable à celui de tous les autres êtres humains, semblable à celui de tous les mortels. Les différences de classe, selon ces chercheurs du mystère révolutionnaire, étaient toutes dans le « rôle ». Aucune différence n'existait en dehors du rôle. Quand le général sortait du ministère de la défense, avec sa voiture de fonction, escorté par ses braves gardes-du-corps, c'était encore un général, mais dès qu'il arrivait à son domicile, mettait son uniforme dans l'armoire et s'asseyait à table il cessait d'être un général et devenait un homme comme tous les autres. Voilà ce que l'on a dit jusqu'à maintenant. Personne n'a cherché à aller au-delà et à expliquer que, même sans l'uniforme, le général reste un général, et que son repas tout juste terminé il retrouvera d'autres généraux, des magistrats, des hommes d'affaires, des gens de « son rang », de sa « classe » et que durant ces rencontres son esprit sera constamment occupé à perfectionner le mécanisme de l'exploitation, parce que c'est l'unique but que son appartenance de classe lui assigne. Personne n'a dit que ce sont justement ces relations dynamiques et « personnelles » qui habillent de chair et de sang le squelette muet du « rôle », personne n'a cherché à approfondir le contenu réactionnaire de ces

relations.

Et c'est vraiment stupéfiant de voir que quand un sujet du genre est affronté, de manière approximative et occasionnelle – comme peut justement l'être la rubrique de la recension d'un livre – non seulement on ne cherche pas à l'approfondir, mais on saute comme des chiens enragés sur celui qui a osé toucher à la limite « sacrée ».

En revenant aux relations de type « dynamique », le grand intérêt que celles-ci recouvrent du point de vue révolutionnaire nous frappe immédiatement. En effet, il ne s'agit nullement de cette « indiscrimination » que les critiques malveillantes ont relevé, comme si seul le « rôle » était clair et distinguable et pas la relation au-delà du rôle. C'est cette relation qui enrichit le rôle, qui l'élargit, qui le situe à l'intérieur de la classe. Un magistrat, tout le temps enveloppé dans sa toge et dans l'exercice de ses fonctions n'est rien d'autre qu'une machine pour appliquer les lois. Puis, dans ses relations dynamiques, il devient un homme responsable de l'oppression et de l'exploitation, il devient un exploiteur, et dans cette phase dynamique de son être responsable, il s'approche des autres exploiters, il dépasse les limites de la caste, de l'association, et s'ouvre aux horizons plus vastes de sa classe. Mille indications nous sont utiles pour saisir les moments de cette ouverture, et ces moments correspondent aux attachements, aux goûts, aux choix, aux préférences, aux tabous et aux fréquentations que cet homme met en œuvre, aux lieux qu'il fréquente, aux entourages qu'il choisit, aux moyens de communication qu'il utilise, aux instruments culturels et idéologiques qu'il manipule et par lesquels il est manipulé. Tout ce gros trousseau d'interventions dynamiques dans la réalité constitue cette autre partie de l'analyse de classe qui dépasse l'étroite limite du rôle, qui respecte la domination de la structure mais qui – en adéquation avec l'analyse sur laquelle les anarchistes ont insisté depuis longtemps – n'en indique pas les frontières comme quelque chose d'infranchissable.

Si frapper un magistrat, ou dix magistrats, peut être discutable au niveau stratégique, en raison des conséquences inévitables que le fait comporte, soit vis-à-vis des perspectives révolutionnaires du mouvement, soit – plus largement – vis-à-vis des perspectives de libération des exploités – et sur ce sujet on a longuement discuté, des thèses opposées ont été développées mais dans l'optique de la clarification des problèmes – il n'y a aucun doute que ce n'est pas pour cela que le magistrat cesse d'être un exploiteur et que dix magistrats mis ensemble cessent d'être dix exploiters mis ensemble. On peut discuter autant qu'on veut, cette vérité ne pourra jamais être contredite, parce que sinon on devrait affirmer que l'on ne doit pas attaquer les exploiters mais qu'au contraire on doit les aider dans leur travail d'exploitation, parce que cela est utile à quelque chose. Donc, vu qu'aucun révolutionnaire ne pourra jamais en arriver à dire cela (et encore moins un anarchiste) l'affirmation selon laquelle un magistrat ou dix magistrats sont des exploiters reste valide, et la discussion – si discussion il doit y avoir – doit se limiter aux problèmes stratégiques et non pas éthiques.

Maintenant, une nouvelle fois, je me demande : pourquoi l'action qui a comme but de frapper dix magistrats en une fois, plutôt qu'un seul, devrait être considérée comme

une action « indiscriminée » a priori, et pas, comme on l'a dit avant, soumise au contraire à une critique de nature stratégique, comme toute autre action révolutionnaire que l'on suppose théoriquement réalisable ?

D'où vient la légitimité logique que le nombre comporte automatiquement le concept d'« indiscrimination », alors que la discrimination est basée essentiellement sur l'affrontement de classe ?

Ce n'est pas parce que dix exploités se rassemblent qu'ils cessent d'être des exploités. Chercher à les attaquer doit donc, – à mon avis – être soumis à une évaluation critique de nature stratégique, et ne peut autoriser personne à affirmer qu'il s'agit d'une frappe dans le tas « indiscriminée », sachant que le « tas » des exploités dont on discute est tout autre qu'indiscriminé, mais est parfaitement mis en lumière par la position de classe.

C'est donc une déformation dégueulasse de la réalité quand notre chieur d'encre affirme : « Pour le moment, dans cette recension, on pose encore une limite à l'indiscrimination de la violence : dans le tas de la bourgeoisie ». Ce n'est pas vrai du tout que cette limite est posée « pour le moment », c'est une limite qui existe depuis toujours pour tous les révolutionnaires, et qui existera pour toujours, étant donné que l'attaque que ces derniers mènent est contre les exploités, et qu'il ne peut pas exister de confusion, comme cherche à l'introduire surnoisement le concept d'« indiscrimination ».

Par conséquent, s'il faut parler de quelque chose, c'est d'évaluation stratégique, et qu'on ne crie pas comme des poules qu'on déplume, invoquant bêtement la sauvegarde des « valeurs humaines », que personne n'a jamais songé à mettre en doute. Ce sont justement les exploités qui nient la valeur de la vie de ceux qui, chaque jour, sont tués sur les lieux de travail et de cent autres manières, sans que la chose ne suscite autant d'indignation et de préoccupation chez notre chieur d'encre et chez son digne compère, le prêtre déguisé.

Des marchandises et des hommes

« Marchandises et hommes...Mais tant vont les noms aux choses que les êtres les perdent. »

Raoul Vaneigem

Mais pourquoi insister sur l'attaque des êtres, et ne pas approfondir le discours sur comment et pourquoi frapper les marchandises, les technologies, les mécanismes ?

Parfaitement d'accord.

Encore une fois, nous nous trouvons face à une équivoque. Ceux qui, dans mon affirmation à considérer l'action plus large, contre l'ennemi de classe, ont vu comme une « préférence » naturelle pour l'attaque contre les hommes et une évaluation négative de l'attaque contre les marchandises, n'ont pas tenu compte des indications précises qui proviennent de la même analyse de classe que l'élargissement de l'attaque

rend possible, c'est-à-dire ce passage de la vision « statique » des rôles, à la vision « dynamique » des relations.

Le caractère statique du rôle fixe l'homme dans l'image que le capital apprécie, celle de la division du travail, dont dérivent les différents comportements auxquels il est logique de s'attendre, et dans lesquels les « états » des individus trouvent leur fondement. Dans le projet de transformation de l'homme en marchandise, le capital a besoin du rôle, de la même manière qu'il a besoin de la division du travail. La production de l'homme-marchandise est l'une des conditions spécifiques, pour que se mette en marche cette production plus large qui garantit la persistance du capital : la production de la paix sociale. C'est l'instinct de révolte qui est tué dans l'homme transformé en marchandise, tout comme, dans la chose transformée, sont tuées l'originalité de son usage et sa signification artistique.

L'équation homme-marchandise a été réalisée par le capital, et correspond à sa vision du monde, une vision productiviste. Il ne faut pas se faire d'illusion, il n'y a pas que les producteurs qui sont transformés en marchandises, pauvres malheureux qui s'amusent devant les grilles des industries, mais aussi les personnages importants, les grands responsables de l'exploitation. Dès que quelque chose va mal dans le fonctionnement de la répartition des rôles, on se rend compte que cette loi du capital vaut aussi pour ces derniers. Il suffit de penser à Aldo Moro, pour se rendre compte comment d'un jour à l'autre, cet homme qui semblait dominer la scène du commandement politique, s'est vu transformé en marchandise, et combien il a été stupéfait par cette découverte, contribuant à accroître la stupéfaction générale.

Le capital a besoin de ces processus de nivellement pour construire le passage des productions particulières, donc des processus d'accumulation particuliers, à la production en général, ce processus complexe – qui se profile avec toujours plus de clarté – qui unifie toutes les accumulations séparées dans la production de la paix sociale. Il serait faux, selon moi, de dire que le capital « anéantit » l'homme, le transformant en marchandise, et que le capital est donc la véritable et unique force « nihiliste », sachant que cette affirmation rend confuse l'action concrète que le capital réalise et, par ailleurs, attribue au terme « nihiliste » un sens que celui-ci ne possède pas.

En transformant l'homme en marchandise, le capital ne veut pas « détruire » l'humanité de l'homme, il veut seulement employer, de la manière la plus rationnelle possible, un instrument de la production. Sa capacité à détruire l'humanité de l'homme est totalement involontaire, une conséquence du processus de production. De ce fait, l'action du capital n'est jamais totalement destructive, mais est « constructive » d'après ses règles, règles qui, traduites dans le sens des valeurs prolétaires, deviennent capables d'anéantir les valeurs humaines et de transformer, justement, l'homme en marchandise.

Au contraire, la capacité destructive organisée des exploités est implicitement une capacité constructive dans le sens de la libération parce qu'elle est destruction du

travail, de l'accumulation, de la production de paix sociale, du projet du capital de changer l'homme en marchandise. Ce projet destructif, celui des exploités, ne peut être considéré comme égal à celui du capital, ils ne peuvent pas être comparés, même si bien souvent nous sommes obligés, par abus de langage, de recourir à l'usage de mots qui sonnent de manières identiques. De ces limitations linguistiques dérivent les confusions idéologiques qui sont alimentées – en bonne et mauvaise foi – par ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas approfondir le problème.

Pour cela, même avec la meilleure foi au monde, dire que le capital est « la force la plus nihiliste de notre temps » est, en même temps, juste et faux, au regard du sens du terme « nihiliste ». La destruction que le capital réalise n'a rien à voir avec celle que les exploités ont réalisée et réaliseront jusqu'au moment de leur libération définitive. Et cela n'a qu'une importance marginale si, selon les goûts, on donne au terme « nihiliste » une signification positive ou négative.

Personnellement je pense qu'il faudrait éviter d'avoir recours à des mots à l'usage douteux pour se cacher derrière.

La destruction de l'humanité de l'homme est inconsciemment réalisée par le capital, au cours de la transformation de l'homme en marchandise : le projet conscient du capital c'est la coordination des productions afin de mettre en œuvre cette production intégrée qui réalise la paix sociale.

La destruction du projet du capital est réalisée par les exploités, au cours de l'affrontement de classe, de manière consciente : le projet révolutionnaire dépend justement – pour son développement – du niveau de cette conscience.

Il ne s'agit donc pas d'être plus ou moins destructifs que le capital, ou, si on préfère, plus ou moins « nihilistes ». Aucune logique « concurrentielle ».

Frapper les exploités (dans le « tas ») n'est pas une proposition visant à mener le mouvement révolutionnaire à des niveaux d'affrontements « concurrentiels » avec le pouvoir. Aucune proposition ne peut faire cela, aucun écrit – aussi « incendiaire » soit-il – ne peut traduire en réalité ce que seule la consistance réelle de l'affrontement de classe peut réaliser. Donc, que les hystériques qui sont « préoccupés » restent calmes, et que les compagnons qui ne sont pas préoccupés mais qui n'ont pas approfondi le problème comme il se doit (du moins à ce qu'il semble) réfléchissent mieux. Discuter du geste d'Henry, en dehors d'une concrète confrontation de classe en cours, n'est pas plus dangereux que de discuter du sexe des anges. C'est seulement quand la confrontation existe et agit sur la conscience des exploités, que la discussion même du geste d'Henry peut avoir son importance, ses conséquences, sa signification. Et, jusqu'à aujourd'hui, personne n'a donné d'indications critiques suffisamment convaincantes qui puissent se conclure par une condamnation, a priori, d'une quelconque tentative directe de frapper les exploités « dans le tas ».

Il faut faire ces critiques, mais de telle manière qu'elles nous donnent des informations ultérieures concernant la possibilité d'identifier ce « tas » (quelles soient donc des instruments pour une analyse de la classe des exploités), qu'elles développent des

considérations de nature stratégique concernant les perspectives du mouvement révolutionnaire dans son ensemble, qu'elles traitent des conséquences qui pourront être déterminées dans les rapports entre minorité révolutionnaire et mouvement des exploités.

Il faut aussi faire les critiques sérieuses qui traitent du rapport entre les moyens et les fins, mais il faut qu'elles soient approfondies. Quelles nous fassent voir comment les fins ne sont pas figées de manière stable et pour toujours, mais que la lutte de classe les modifie, qu'il devient illusoire d'affirmer, de manière vague et générique, que ces fins sont la libération de l'homme, si ensuite on n'est pas en mesure de donner des indications concrètes sur l'action idéologique que le pouvoir exerce sur la masse, la poussant à refuser elle-même sa propre libération. Il faut que ces critiques nous donnent ledit rapport entre moyens et fins non pas comme quelque chose de « sacré », instrument pour émettre des excommunications dans les affrontements de ceux qui s'entêtent à étudier les moyens, mais comme un problème ouvert que l'on approfondit, pas tant pour faire prévaloir notre « théorie » mais pour indiquer aux exploités les dangers des « solutions » avancées par les forces contre-révolutionnaires qui se déguisent en révolutionnaires.

Enfin, il faut préciser que quand nous parlons d'élargir le front de l'attaque, nous ne voyons pas pour quel motif on ne devrait pas faire entrer dans le concept tant discuté de « tas » l'attaque des marchandises, des technologies, des cycles de production, des mécanismes. Justement, le dépassement du caractère statique du rôle doit rendre plus facile, nous semble-t-il, le passage à l'interprétation dynamique du concept de classe, interprétation qui comprend les interactions entre l'ensemble des hommes et des choses qui constituent le capital et qui organisent et rendent possible l'exploitation.

Du terrorisme

« En Italie les terroristes ce ne sont que les fascistes »
(Banderole exposée au cours d'une rencontre anarchiste)

Un célèbre exemple de comment notre chieur d'encre sait manipuler la réalité des choses, en ayant aussi recours au mensonge – avec une technique à faire envie à ses collègues journalistes comme Pellicani – nous est donné par son affirmation : « Et ici nous vient irrésistiblement à l'esprit l'image photographique d'Alfredo Maria Bonanno (publiée dans un opuscule édité par « La Fiaccola » il y a quelques années) qui tient un meeting du haut d'une estrade sur laquelle on remarque une grande inscription : Les bombes ce sont les fascistes qui les mettent ».

Au contraire, sur cette « image photographique », publiée par « La Fiaccola », dans un de ses opuscules (le n. 20 de la « Colonne La Révolte »), publié alors que je me trouvais en prison, apparaît clairement l'écrit : « En Italie les terroristes ce ne sont que

les fascistes ».

Qu'en est-il ?

Évidemment c'était commode pour notre ami de me faire indirectement affirmer que seuls les fascistes utilisent les bombes, de la même manière qu'il cherche à me faire affirmer que si le discriminant entre compagnons et non compagnons est le P38, alors les fascistes du NAR sont aussi des compagnons. Non mon cher, laisse cette technique diffamatoire et policière à tes dignes compères, ceux qui écrivent sur « L'Europeo », elle n'est absolument pas digne d'un anarchiste. Et comment expliquez-vous, vous qui êtes si attentif au moment éthique – et je parle au pluriel, vu que toute la rédaction de la revue a souscrit sa responsabilité à l'article –, comment expliquez-vous que vous ayez recours au mensonge pour vous donner raison ? En effet, l'affirmation que le terrorisme est seulement celui fasciste était extrêmement commode, en particulier après avoir insisté pour parler de « terrorisme » anarchiste.

Qu'on le dise une fois pour toutes, avec clarté, le terrorisme est seulement celui de l'État, des fascistes et des patrons. Chaque fois que les compagnons, pour une nécessité malvenue de distinction, utilisent le terme « terrorisme » pour désigner les actions de lutte armée menées à leur terme par des compagnons – peu importent les organisations dont ils font partie –, ils ne font rien d'autre que creuser la tombe sous les pieds du mouvement révolutionnaire.

Ce n'est pas une simple question linguistique, mais un problème objectif. Pour exercer une pression sur les masses, le pouvoir fait un usage très large du mot terrorisme. L'objectif des idéologues du pouvoir est de convaincre les gens que les terroristes nous menacent tous indistinctement, aussi bien les grands responsables de l'exploitation que les ouvriers et les pauvres gens. Le pouvoir veut faire apparaître le « terrorisme » comme quelque chose d'indiscriminé, une pression occulte qui frappe tout le monde aveuglément. Le pouvoir cherche ainsi à convaincre le travailleur exploité que, le matin, en allant au travail, il pourrait se retrouver devant un terroriste qui lui tire dessus, que quelqu'un pourrait séquestrer son fils, ou pourrait faire sauter sa maison. Il est évident que ce projet du pouvoir ne réussit pas du tout à infiltrer ni ébranler les strates prolétaires et sous-prolétaires, les travailleurs savent pertinemment vers qui est destinée la violence de ceux que l'État appelle « terroristes », mais à lui tout seul le mot fait son effet, et l'absence de clarification fait le reste.

Maintenant, ces compagnons qui cherchent à augmenter cette absence de clarté, avec leurs distinctions qui finissent par ne plus rien distinguer du tout mais au contraire par confondre encore plus les choses, ils sont responsables eux aussi de la même mystification que celle que le pouvoir met en œuvre, ils sont eux aussi – involontairement – collaborateurs de la répression.

Les terroristes ne sont pas ceux qui s'opposent au pouvoir avec violence pour le détruire, mais ceux qui emploient des moyens violents et impitoyables pour garantir la perpétuation de l'exploitation. Donc, puisque seule une étroite minorité est intéressée par la perpétuation de l'exploitation (patrons, fascistes, politiciens de tout acabit et de

toutes couleurs, syndicalistes etc.), c'est logique d'en déduire que les « vrais » terroristes sont justement ces derniers, puisqu'ils adoptent des moyens violents pour perpétuer l'exploitation. Et la violence de ces gens se réalise dans la force de la prétendue loi, dans les prisons, dans l'obligation de travailler, dans le mécanisme automatique de l'exploitation.

La rébellion des exploités n'est jamais du terrorisme.

Bien sûr, on peut réfuter ces affirmations très facilement : si la masse des exploités se rebellait, alors il ne s'agirait absolument pas d'actions terroristes mais de la révolution, un point c'est tout.

Et si nous ne voulons pas attendre que la masse des exploités se rebelle ? Si nous ne voulons pas attendre le « grand jour », et commencer maintenant, tout de suite, à faire quelque chose, à cesser de se défendre et passer à l'attaque du pouvoir ? Si, en harmonie avec les principes anarchistes, nous voulions pousser les exploités à la révolte en nous rebellant en premier ? Que serions-nous, pour avoir fait cela ? Serions-nous des terroristes ? Et à qui incomberait la tâche de nous juger comme tel ? Au pouvoir qui a tout intérêt à le faire, aux exploités souvent courbés sous l'oppression physique et idéologique du pouvoir, ou aux compagnons ? Qui seraient nos juges ?

Mais, quelqu'un pourrait nous dire : une fois que ces minorités qui se rebellent et attaquent l'État, se déclarent « parti armé », ne sommes-nous peut-être pas face à un nouvel ennemi, tout aussi dangereux que celui que l'on veut abattre ? Juste, pourrions-nous répondre, mais la critique que nous faisons à ces « partis armés » ne nous autorise pas à être de mesquins laquais du pouvoir, elle ne nous autorise pas à jeter ces compagnons en proie aux bourreaux de la réaction. Cette critique doit être honnête, et pour l'être elle doit aussi parler clairement du problème du terrorisme.

Pour nous attarder un moment sur le problème, notons que le terroriste doit être celui qui veut terroriser les autres, qui veut obtenir quelque chose en imposant son point de vue avec des actions qui défendent la terreur.

Maintenant, il est clair que les exploités sont terrorisés par le pouvoir de cent manières. En effet ces derniers ont peur de ne pas pouvoir travailler, ont peur de la misère, ont peur des lois, des policiers, de l'opinion publique, ils subissent un terrorisme psychologique considérable qui les réduit à une situation de soumission quasi totale vis-à-vis du pouvoir. C'est ça le terrorisme.

Quand ils sont tués sur leurs postes de travail, dans la rue, dans des actions de rébellion sporadiques au cours desquelles ils cherchent maladroitement à reprendre tout ce qui leur a été pris, personne ne dépense un seul mot pour eux, mais tous hurlent en chœur pour les risques que la paix sociale et la propriété ont couru.

Cette situation ne peut pas être renversée par une minorité armée. C'est-à-dire qu'il n'est pas possible que ces exploités, qui ont fait de la terreur l'instrument de leur propre pouvoir et de leur raison d'exister, se soumettent au régime de la terreur. Ce n'est pas possible parce que la terreur n'est pas seulement provoquée par une réaction physique immédiate à une menace que nous subissons mais, bien plus profondément, elle est

la conséquence d'une situation générale dans laquelle nous vivons. C'est pour cela que l'on pourrait soumettre les exploités à des menaces physiques pendant longtemps sans les terroriser et sans les faire renoncer à leur rôle, auquel ils sont contraints par la répartition du processus productif et du pouvoir. Concrètement, aujourd'hui, nous voyons que de nombreux grands et moyens responsables de l'exploitation vivent en bunker, entourés de gardes du corps, constamment sous l'impression d'être menacés, mais est-ce que cela nous permet de dire qu'ils « sont terrorisés », et, plus encore, que cela leur remettrait justement les idées en place et qu'ils deviendraient plus « bons » ? Absolument pas. Ils ne peuvent que continuer dans leur activité d'exploitation, de la même manière que les prolétaires qui continuent à mourir sur les lieux de travail ne peuvent que continuer à aller au travail.

Ce n'est certainement pas avec la « terreur » que l'on modifie les rapports de force et les rapports de production.

Et alors, quel sens a la lutte armée ? Que peut signifier attaquer les exploités et leur propriété ?

Une des explications est celle qui se réfère à la soi-disant « désarticulation » de l'État, c'est-à-dire à cette tentative qui entend attaquer, à ses différents niveaux, les coordinations internes sur lesquels repose le mécanisme du pouvoir. Sur ce point, les Brigades Rouges ont avancé leurs analyses, parlant même de la possibilité d'identifier le « cœur » de l'État. Le sujet a été approfondi et éclairci, en voyant comment il serait pour le moins problématique d'identifier ces points névralgiques et comment ne peuvent pas se désarticuler, de cette manière, les relations structurelles du pouvoir. Au mieux on pourrait créer des difficultés, contraignant le pouvoir à une rationalisation des processus productifs. Mais même ce sujet il faudrait mieux l'approfondir, et il ne me semble pas que cela ait été fait.

Il existe aussi une explication plus plausible : celle de l'attaque de longue durée contre l'ennemi de classe, attaque qui n'offre pas de résultats immédiats, mais qui s'intègre à l'intérieur d'une confrontation stratégique qui voit d'un côté la croissance du mouvement révolutionnaire et de l'autre l'aggravation d'une situation de crise des rapports structurels et de la production. La justification éthique, pour ce type d'attaque, me semble suffisamment identifiable dans l'exploitation elle-même. Elles seraient alors vraiment superficielles ces questions qui visent à freiner l'élan révolutionnaire, en mettant des obstacles sur sa route du type : « derrière le rôle existe l'homme », ou « nous devons avoir le maximum de respect pour la vie humaine ». Il suffit de penser que ceux qui hurlent le plus pour le respect de la vie humaine sont justement ceux qui massacrent de sang-froid dans les rues et les usines et partout où ont lieu les épisodes de la lutte de classe.

Aujourd'hui, en Italie, la lutte armée se développe dans un sens que les anarchistes aussi devraient trouver juste. Négation progressive du caractère irremplaçable du parti armé et diffusion sur le territoire des attaques violentes à tous les niveaux, contre les réalisations du capital et contre les hommes du capital.

S'écroulent alors les objections de ceux qui soutiennent une différence nette entre « lutte armée » et « travail politique de masse », imaginant que ceux qui participent aux attaques violentes contre le pouvoir, et qui donc se retrouvent à agir dans la sphère des formes organisées et non-organisées de la lutte armée, devraient nécessairement « entrer en clandestinité », couper tout rapport avec leur vie de toujours et avec leur travail et incarner le type parfait du guérillero tiers-mondiste. Justement la négation progressive de la validité du parti armé de type léniniste amène à admettre que l'attaque violente et armée contre le pouvoir doit être diffusée sur le territoire et structurée de manière à éviter la rupture que la clandestinité rend inévitable. Aujourd'hui tout cela est possible, c'est pour cela que persister dans ces formulations manichéennes : lutte armée ou lutte de masse, comme le font certains compagnons, ne peut que contribuer à créer une atmosphère de criminalisation au détriment de ces compagnons qui comptent refuser cette distinction.

Des mouches cochères

« Notre intention n'est pas... tant de discuter et donc d'argumenter... mais plutôt de témoigner de notre indignation et de notre préoccupation. »
(Chieur d'encre)

« Nous considérons comme dramatiquement faux leur choix (celui de la lutte armée) pour eux avant tout et pour le mouvement : toutefois nous nous rendons compte qu'il serait ridiculement inutile d'en discuter ici et maintenant. Nous voudrions seulement que ce choix ne signifie pas – comme trop d'éléments le laissent présager – un suicide éthique de leur et de notre anarchisme. »
(Prêtre déguisé)

« Nous ne voudrions pas nous retrouver pour les cinq années à venir à devoir employer toutes les énergies du mouvement pour expliquer que nous sommes de nouveau victimes de « provocation. »
(Chieur d'encre)

Si ce qui a été écrit est vrai, que le plus grand malheur de Don Quichotte ce ne fut pas ses illusions mais Sancho Panza, cela reste aussi valide pour la situation du mouvement révolutionnaire aujourd'hui.

Il y a, parmi nous, de braves personnes, au grand cœur et pleines de sollicitudes pour les problèmes des autres, qui ne veulent d'aucune manière que les forces vives du mouvement s'engagent dans des voies dangereuses. Elles sont prêtes à tout pour cela, même à la délation, à la dénonciation publique, à la marginalisation de ceux qui comptent alimenter un débat qu'eux considèrent comme dangereux. De plus, l'un des éléments le plus utilisé pour le discréditer est justement celui de l'impossibilité de

débattre sur certains sujets – comme la lutte armée – parce que les seuls qui seraient autorisés à se saisir du problème sont ces compagnons qui vivent en clandestinité, ou ces compagnons qui se trouvent en prison, déjà frappés par la répression. Et cela sur la base du raisonnement que ces compagnons ont « les cartes en main » pour pouvoir parler de lutte armée, l'ayant eux-mêmes vécu et pratiqué. Les autres, ceux qui ne se trouvent pas en prison, qui ne se trouvent pas en clandestinité, n'ont pas le droit de parler de ces problèmes, car ce serait comme dire : « armons-nous et allez-y, vous ».

Et si quelqu'un s'obstine à parler de telles choses, il est criminalisé, ou bien il est désigné comme provocateur, ou bien – si cela ne demeure pas matériellement possible – il est ridiculisé avec les techniques de mystification journalistiques les plus raffinées : du silence aux fausses excuses, du mensonge aux injures.

Cette manière d'agir est « éthiquement » justifiée au nom des intérêts du mouvement. Ces vestales, gardiens du temple sacré du mouvement révolutionnaire, lâchent leur meute dès que quelqu'un se hasarde à mettre les pieds sur le terrain qu'ils ont eux-mêmes qualifié comme dangereux.

Je pense que de tels comportements sont condamnables et qu'ils doivent être remplacés par la méthode plus correcte de la critique et de l'approfondissement. Personne ne peut s'arroger le droit de s'autodéfinir gardien du trésor du temple, mais chacun peut, personnellement, apporter sa contribution critique aux problèmes, du point de vue qu'il considère comme important à défendre. Cela s'appelle de la bonne foi, et face à la bonne foi on est disposé différemment que devant l'attaque venimeuse et colérique d'un misérable groupe d'intellectuels terrorisés par l'éventualité que quelqu'un veuille « suicider » leur anarchisme. Par pitié, qu'ils se la gardent leur momie desséchée. Nous préférons de loin l'anarchisme que les masses des exploités et les minorités révolutionnaires cherchent jour après jour à réaliser, avec toutes leurs erreurs et leurs limites, plutôt que cet anarchisme de musées et de salles d'anatomies.

Et pour cet anarchisme, qui s'est finalement décidé à passer à l'attaque, nous sommes prêts à nous battre.

APPENDICES

Recension de E. Henry, *Coup pour coup*, Bergamo, Edizioni Vulcano, 1978, 174 pages, publiée sur *Anarchismo* n. 23-24, 1978.

Un recueil contenant une biographie d'Émile Henry, deux lettres, le compte rendu du procès, quelques aphorismes, et un appendice avec une lettre intéressante de Malatesta et une correspondance inutile tirée du « Petit Journal ».

Le petit volume, il faut le dire tout de suite, présente un problème qui dépasse de très loin le stupide louvoiement des historiens, même des historiens de l'anarchisme : le geste d'Henry fut quelque chose d'effrayant, quelque chose qui secoua non seulement la soi-disant « opinion publique », mais également les compagnons. Et la lettre de Malatesta, insérée en appendice, est un exemple de cette perplexité, saisie par l'anarchiste italien et d'une certaine manière justifiée, mettant en avant la prudence, cette même prudence qui, quelques années avant, avait poussé des gens comme Kropotkine et Grave à hurler au « provocateur » à l'égard de Ravachol.

Mais prenons les choses dans l'ordre.

Ce n'est pas vrai du tout que le geste d'Henry s'intègre dans la chaîne des attentats et des attaques que les anarchistes « fin de siècle » réalisèrent contre les institutions et leurs représentants. Le geste d'Henry opère un « saut qualitatif » qui a été saisi, bien que de manière un peu floue, y compris par les compagnons qui à ce moment se trouvent à lutter contre la répression.

Ce jeune, cultivé et intelligent, prend avec froideur une décision que d'autres avaient réfléchi et compris, mais pas réalisé : il attaque la bourgeoisie, pas tel ou tel représentant de l'institution étatique, tel ou tel policier, magistrat, tortionnaire, bourreau, espion ou traître, non : toute la bourgeoisie. Il frappe dans le tas, sans discriminations. Il choisit avec soin un des lieux que cette classe fréquente, s'y rend avec son engin infernal, allume la mèche, lance la bombe et s'en va.

De plus, il essaie d'échapper à la capture. Ce n'est pas un martyr, c'est un guérillero, il ne veut pas se sacrifier, il veut continuer sa lutte, il veut continuer à frapper dans le tas. Pour cette fuite, il cherche à couvrir sa retraite, tire pour se défendre, aussi longtemps qu'il n'est pas prisonnier dans les mains de l'ennemi. Et là, une fois pris, il ne demande pas la pitié, il ne se retire pas dans un mutisme d'ailleurs justifiable : il fait du procès une tribune pour illustrer et expliquer son geste envers et contre tous (y compris des compagnons). Il ne cherche pas de circonstances atténuantes, ne parle pas d' « erreurs », mais dit clairement qu'il a cherché à frapper dans le tas,

sans discrimination préventive, parce que c'est dans le tas que se nichent justement ces coupables de l'exploitation qui sont moins identifiables, les représentants de cette classe de boutiquiers, respectable, réactionnaire, sanfédiste, prête à accourir dans les places où on guillotine, prête à applaudir n'importe quel sous-produit napoléonien, prête à se mettre aux pieds du dictateur de service.

Une analyse du concept de classe est incluse dans le geste d'Henry. Pas tant dans ses lettres ou dans son débat au procès, que dans le geste en soi. Le comportement collectif de la bourgeoisie comprend, de façon bien définie, en tant que classe au pouvoir (ou soutien direct du pouvoir) une conscience de classe adaptée aux relations spécifiques des rapports de force (idéologiques et économiques). La classe bourgeoise sait ce qu'elle veut, et la frange des boutiquiers le sait encore mieux que la moyenne et la haute bourgeoisie. Et cette conscience de soi, elle la manifeste aussi dans les passe-temps, dans le divertissement, dans le choix d'un café, d'un restaurant, d'un bordel, d'une croisière, d'un lieu de vacances. La sélection qui s'opère dans ces lieux n'est pas seulement déterminée par le prix des produits, des services et de ce qu'il convient d'avoir avec soi pour s'y rendre, mais elle est déterminée par l'air même que l'on y respire, par l'atmosphère qui y a été créée « exprès », par le choix des accoutrements, des bibelots, des encadrements, des miroirs, des verres et de la moquette. Un prolétaire – aujourd'hui encore, malgré la contamination causée par le consumérisme omniprésent – mettrait rarement les pieds au Caffé Greco, à Rome, et si par erreur il se retrouvait à l'intérieur, il en fuirait rapidement, pas tant à cause des prix effrayants qui s'y pratiquent, mais plutôt parce qu'il se sentirait étranger à cette atmosphère qui y a été créée et que l'on sent comme quelque chose de solide, une atmosphère qui avec une simple évaluation superficielle, peut être rapporté à la nécessité du capital de « vendre ». Il ne s'agit pas ici des lieux de masse où on sacrifie au dieu « marchandise », il s'agit d'autres lieux, plus intimes et conviviaux, où le sacrifice à la religion de la « marchandise » se fait de manière plus raffinée, d'une manière accessible à peu de personnes, d'une manière qui opère une sélection automatique et qui se reflète – presque sans faute – dans l'adéquation de la conscience de classe bourgeoise à la situation des rapports de force en jeu aujourd'hui.

Il ne faut pas dire que la situation historique de la fin du 18ème était différente de la situation présente, et que ces lieux étaient alors beaucoup plus « isolés » qu'ils ne le sont aujourd'hui, parce que la bourgeoisie encore au sommet de l'exploitation coloniale se sentait sûre d'elle et voulait se récompenser avec des bordels et des cafés autant qu'avec des églises et des monuments à sa victoire. Aujourd'hui aussi, dans une phase de transformations sociales profondes, la bourgeoisie conserve une certaine conscience d'elle-même, au moins ces franges qui n'ont pas été irrémédiablement aspirées dans le gouffre de la criminalisation suite aux difficultés, pour le capital, de maintenir un niveau d'emploi suffisamment élevé. Mais ces autres franges, celles qui ont des garanties, celles qui se sont même engrossées avec l'arrivée d'autres groupes – avant prolétaires – sont aujourd'hui le noyau réactionnaire le plus cohérent et le

plus difficile à secouer. Et ce noyau, cet amalgame d'intérêts et de laideur, de langage familier et d'imitations écœurantes des splendeurs passées, ce noyau se retrouve dans les mêmes lieux aujourd'hui, dans les mêmes cafés, dans les mêmes bordels.

Voilà. La chose la plus drôle (et, en même temps, la plus tragique) c'est que ce noyau réactionnaire a endossé les attitudes du baratin progressiste de la soi-disant gauche, et pour mieux solidifier la conscience de son statut social, elle a rejeté les habits dépassés d'une réaction qui s'habillait de noir (et qui ferait rire aujourd'hui) pour endosser les habits d'une réaction qui s'habille de rouge et qui ne fait plus rire mais fait peur.

Voilà. Frapper dans le tas, aujourd'hui, si longtemps après le geste d'Henry, non seulement ce serait un geste valide mais ce serait aussi une contribution théorique pour le mouvement, un saut qualitatif, une fois encore.

Malatesta écrivait : « Mais une chose est comprendre et pardonner, autre chose est revendiquer. Ce ne sont pas là les actes que nous pouvons accepter, encourager, imiter. Nous devons être résolus et énergiques, mais nous devons tâcher de ne jamais outrepasser la limite marquée par la nécessité. Nous devons faire comme le chirurgien qui coupe quand il faut, mais évite d'infliger d'inutiles souffrances : en un mot, nous devons être inspirés par le sentiment de l'amour des hommes, de tous les hommes ».

Amour et haine. L'alternative est erronée. Dans l'affrontement de classe, on ne peut pas ressentir de l'amour pour l'ennemi. Un tel amour peut seulement être provoqué par les stimulations de la même classe, c'est-à-dire, par le fait de se sentir concernés par les mêmes choses et par les mêmes idéaux. Dans le cas contraire, quand l'ennemi est vu comme tel – comme ennemi de classe – et que ses intérêts et ses idéaux ne sont pas partagés, mais suscitent au contraire dégoût et indignation, il ne peut y avoir qu'un seul résultat : la haine.

Et Henry répondait : « Il est vrai que les hommes ne sont que le produit des institutions ; mais ces institutions sont des choses abstraites qui n'existent que tant qu'il y a des hommes de chair et d'os pour les représenter. Il n'y a donc qu'un moyen d'atteindre les institutions ; c'est de frapper les hommes ; et nous accueillons avec bonheur tous les actes énergiques de révolte contre la société bourgeoise, car nous ne perdons pas de vue que la Révolution ne sera que la résultante de toutes ces révoltes particulières. » Amedeo Bertolo, Emile Henry et le sens de la mesure, dans

Amedeo Bertolo, *Emile Henry et le sens de la mesure*, dans « A-Rivista anarchica » n°2, 1979.

Nous n'avons pas l'habitude d'accueillir dans les colonnes de « A » des contributions polémiques vis-à-vis d'écrits parus dans d'autres publications anarchistes. Nous

le faisons cette fois, bien volontiers, en publiant cet écrit du compagnon Amedeo Bertolo (membre du collectif éditorial de « A » depuis sa fondation en 1974), parce que la question affrontée – celle du terrorisme et de la violence indiscriminée – revêt une grande importance, et parce que nous tous du collectif éditorial nous reconnaissons pleinement dans cet écrit.

Nous avons toujours cru qu'Emile Henry et son attentat au Café Terminus faisaient partie, comme l'attentat au Diana et quelques autres épisodes, du passé anarchiste le moins exemplaire. Que c'était, si ce n'est « un cadavre dans le placard », au moins ce type d'anarchisme qui s'explique (ou peut-être seulement qui s'exorcise) par un contexte socio-économico-politique particulier etc. Nous avons toujours cru que tout le mouvement anarchiste, tirant des leçons de son passé, avait acquis une conception équilibrée de l'usage possible de la violence comme moyen de lutte, que le « terrorisme anarchiste », tant parce qu'il est contraire à notre nécessaire cohérence entre les moyens et les fins, que parce qu'il s'est démontré être désastreusement contre-productif, était considéré comme un « poids mort », et que seuls les plus grossiers trompeurs professionnels de l'historiographie, de l'édition et de la presse pouvaient en agiter le fantôme.

Nous nous trompons. Dans les pages du dernier numéro de la revue « Anarchismo », dans une recension de Coup pour coup, Alfredo Maria Bonanno nous dit non seulement que l'attentat de E.Henry fut un saut qualitatif (positif) dans l'usage révolutionnaire de la violence, parce qu'il marque le passage de l'attentat discriminé (contre des personnes précises du pouvoir et du privilège) à l'attentat dans le tas de « l'ennemi de classe », mais qu'aujourd'hui même, un geste à la Henry indiquerait un « saut qualitatif » analogue et apporterait une « contribution théorique au mouvement » !

Nous avons essayé de rire – à peine, comme d'un médiocre humour noir – mais, bien qu'en nous efforçant de ne pas trop prendre au sérieux ce que nous lisons, nous sentions également nos cheveux se dresser sur nos têtes.

Nous avons essayé d'en rire parce que nous connaissons l'auteur et son insatiable besoin de s'exhiber en rodomontades toujours plus impressionnantes, pour épater le bourgeois, ou plus probablement, puisqu'il est difficile ces temps-ci d'épater le bourgeois avec des truculences verbales partout rabâchées, pour épater l'anarchiste. Cela fait des années, du reste, que Alfredo Maria s'applique à flageller le mouvement anarchiste ramolli et embourgeoisé (excepté Lui) avec la modestie d'un procureur, la grâce d'un bagarreur et l'ingénuité d'un publicitaire.

Ainsi, nous avons encore réussi à « digérer », dans le même numéro de la revue, l'article sur Proudhon où il nous invite à tirer dans la tête de certaines personnes. Ce n'est pas la première fois qu'il fait des invitations de ce genre. Il a eu un succès publicitaire certain avec son « tire, garçon, tire » (autrement dit « armons-nous et allez-y, vous ») assaisonné de joyeuses images comme celle d'un cerveau qui jaillit

d'un crâne. Par ailleurs, il semble qu'il s'agisse d'une question de sémantique plus qu'autre chose : on dirait qu'aujourd'hui on dit « je te tire dans la bouche » avec la même facilité que quand on dit « à la limite », « merde » et « c'est-à-dire ». Certes, ça doit être épuisant de continuer à devoir se surpasser en virulence verbale pour continuer à « faire scandale ». On doit recourir à de difficiles exercices rhétoriques, comme certains recyclages de la fin du 18ème, déjà initiés avec le « faux Sartre »¹, autre succès publicitaire discret (c'est le temps des revivals) : par exemple les images du bourgeois gras (qui dans le contexte actuel est devenu l'intellectuel socialiste) qui essuie le sang du prolétaire de sa bouche et se cure les dents des morceaux de chair ouvrière à moitié mastiquée. Mais jusque-là nous sommes peut-être encore précisément dans le domaine de la mauvaise rhétorique, pas tant en termes de goûts qu'en termes de disproportion trop visible entre la réalité et le langage.

Jusqu'ici donc nous n'aurions pas trouvé suffisamment de motivation pour prendre la plume, par exemple pour demander par la polémique si l'Apocalyptique considère que Malatesta était un ramolli quand il discutait avec Costa et Merlino plutôt que de leur planter une balle « au milieu du front », ou pour lui demander selon quelle logique un réformiste lui paraît digne de ce traitement mais pas un stalinien, comme ceux par exemple dont il publie avec gourmandise une abondance de documents et de communiqués. La ligne de démarcation entre compagnons est-elle l'usage de la violence « révolutionnaire » ? Seulement la bombe et le P38 (vrais ou de papier) ? Alors, même les fascistes « révolutionnaires » du NAP [Noyaux Armés Prolétaires] sont des compagnons ?

Je n'aurais pas trouvé assez de motivation jusqu'ici pour répondre à la « provocation ». Non, parce que, par caractère, le goût de la polémique m'est absolument étranger. Le fait est qu'après presque vingt ans de présence dans le mouvement, je commence à en avoir par-dessus la tête des polémiques, qui se sont souvent révélées – presque toujours – être des occasions de défoulement interne d'une agressivité que l'on ne parvient pas à tourner vers l'extérieur, tout comme l'ulcère est l'estomac qui s'autodétruit, le corps qui s'attaque lui-même, le réflexe d'une angoissante impuissance individuelle. Une discussion, même animée par quelques pointes belliqueuses (comme le rappelle la racine grecque du mot polémique), peut être constructive ou au moins clarificatrice, certes. Mais l'expérience militante m'a appris que, quand la discorde entre les positions est vaste et s'étend au-delà de l'objet d'une question spécifique, et plus encore quand il y a chez l'interlocuteur un

1 NdT : En référence à un livre publié par les éditions Anarchismo en 1978, attribué à J.-P. Sartre et intitulé « Mon testament politique », contenant en réalité un texte de Joseph Déjacque. L'objectif de cette opération était a) de mesurer le degré de confusion et d'idiotie qui existait à l'intérieur de la prétendue culture de gauche ; b) de vérifier les temps de réaction et de contrôle des structures culturelles ; c) de fournir un instrument, le faux comme instrument de lutte, une indication qui pourrait être développé par la suite de manière bien différente et avec des objectifs différents.

goût évident et autosatisfait pour la bagarre, il y a de fortes probabilités pour que la polémique perde les caractéristiques substantielles de la discussion et devienne un jeu de massacre verbal. Mieux vaut alors ne pas choisir la voie de la polémique directe, du tac au tac, mais la voie de la confrontation indirecte, aussi bien entre ce que l'on dit et fait qu'entre ce que font et disent les autres composantes individuelles ou collectives de l'anarchisme.

Et pourtant, j'ai pris la plume, courant le risque de surévaluer l'importance négative d'une certaine prose, en faisant résonner sur « A » les absurdités hallucinantes apparues dans une autre revue. Le fait est que la recension en question, à mon avis, dépasse la limite de l'extrême terribilisme habituel de cette revue, du violentisme verbal avec lequel on cherche à faire vivre un succédané sur papier de l'insurrection, à faire passer pour une pratique sociale – tout comme la Résolution de la Direction Stratégique de l'autoproclamé noyau dur du Parti Communiste Combattant – cette violence diffuse qui est en réalité une pratique militante, version armée de l'illusoire « demain la révolution ». Concernant les qualités et les défauts de cette forme de lutte, sur lesquels nous sommes bien loin d'exprimer un jugement négatif de manière indiscriminée, la discussion est grande ouverte. À notre avis elle devrait pourtant être menée avec plus d'équilibre et de rigueur morale, à partir du moment où l'histoire aurait dû nous apprendre quel rapport délicat et difficilement prévisible il y a entre l'utilisation du moyen violent et la croissance révolutionnaire et libertaire de la conscience, de la cohérence aussi bien éthique que tactique et stratégique entre les moyens et les fins. Mais jusqu'à ce que quelqu'un rêve de « développement de l'affrontement à des niveaux inimaginables » (à lire avec un crescendo en voix de fausset, et peut-être même avec une inflexion dialectale artistiquement rusée de faux prolétaire), on peut simplement lire un excès « d'optimisme », tout comme certains d'entre nous exagèrent en « pessimisme ».

Mais quand on théorise de frapper dans le tas, on dépasse, je crois, la limite tolérable de l'artifice rhétorique construit sur mesure par un improbable catastrophisme, pour tomber dans l'irresponsabilité d'une excitation et auto-excitation émotionnelle qui sont plus matière à une psychanalyse qu'à une analyse politique.

Pour le moment, dans cette recension, on pose encore une limite à l'indiscrimination de la violence : dans le tas de la « bourgeoisie ». Mais qu'est-ce que la bourgeoisie aujourd'hui ? Si la faute de celui que l'on tue n'est pas individuelle mais « objective », de classe, comment établit-on où commence et où finit cette « bourgeoisie » ? Là où, comme dans les structures italiennes du capitalisme tardif, le pouvoir est diffus, dilué dans un dégradé continu tout comme le privilège et le parasitisme sont diffus, dilués, entremêlés, là où l'État est intériorisé, où le « cœur de l'État » est aussi dans les exploités parce qu'il n'existe plus une culture prolétaire imperméable et antagoniste à l'État, quelle est cette bourgeoisie sur laquelle frapper dans le tas ? C'est vrai qu'à un niveau d'abstraction sociologique, il est encore possible d'identifier – comme nous l'avons fait nous aussi – une classe dominante (un hybride capitaliste et techno-

bureaucratique) qui occupe le sommet de la pyramide sociale, mais c'est une chose d'identifier les limites des classes au niveau analytique, c'en est une autre de les identifier dans un but opérationnel.

Dans cette situation, il est terriblement facile de donner du « bourgeois » une définition idéologique et psychologique qui se dilate à volonté. Et alors, pour quel motif s'arrêterait-on ici dans la montée terroriste, et ne pourrait-on pas continuer et déclarer que d'autres « sauts qualitatifs » sont possibles ? Par exemple, on peut défendre (on peut presque tout avec les mots) qu'assassiner des ménagères ou des ouvriers signifie : 1) frapper des individus « objectivement » coupables (les ménagères votent Démocratie Chrétienne et suivent les conseils du prêtre et de Gustavo Selva, les ouvriers se « font État » avec le PC et les syndicats...), 2) contraindre les exploités ignares à se réveiller du sommeil de la télévision et de la consommation, les mettre face à la brutalité déguisée objective du système, 3) j'en passe et des meilleures. Et avec ces motivations, pourra-t-on nier la validité de frapper dans le tas odieux de la classe moyenne ?

Arrêtons-nous ici, car notre intention n'est pas tant – pour les raisons déjà exposées ici – de discuter et donc d'argumenter point par point, de réfuter et documenter, que de témoigner notre indignation et notre préoccupation. Rédigeons seulement une dernière considération. Nous avons l'impression de retourner dix ans en arrière, en 1969, quand une bande « d'enragés » criait dans les rues « bombe-sang-anarchie » et que quelques bavards exaltés irresponsables d'humeur nihiliste débattaient sur la plus ou moins grande utilité de mettre des bombes dans les banques – temples du capital – et dans les grands magasins – temples de la consommation. Puis vint le massacre de Piazza Fontana, commis par les fascistes et les services secrets – moins bavards – et attribué aux anarchistes. Nous ne voudrions pas nous retrouver, pour cinq ans encore, à devoir employer toutes les énergies du mouvement pour expliquer que nous sommes une nouvelle fois victimes de « provocation ». Et ici nous vient irrésistiblement à l'esprit la photo de Alfredo Maria Bonanno (publiée il y a quelques années dans un opuscule édité par « La Fiaccola ») tenant un meeting du haut d'une estrade sur laquelle on peut lire en grand : « Les bombes ce sont les fascistes qui les mettent ».

Pire encore. Vu qu'au sein du mouvement anarchiste aussi se reflète le désespoir/la désintégration de l'extrême gauche (effet de la Grande Déception des attentes révolutionnaires à court terme), que se substitue à la créativité vitale de ses expressions les plus heureuses une mortifère destructivité – autodestructivité (homicide-suicide), vu qu'au-delà des théoriciens de salon de la « violence prolétarienne » il existe aussi des protagonistes en chair en os et en nerfs de l'angoisse existentielle, de la marginalisation et de la rébellion extrême contre une situation qui semble indéfiniment « bloquée », nous ne voudrions pas que quelqu'un prenne à la lettre les divagations sur le fait de frapper dans le tas et de mettre, disons, une bombe dans un bar de la Piazza del Duomo à Milan ou – pourquoi pas ? – sur la via Etna à Catane.

Il ne suffirait pas alors de se décharger de la terrible responsabilité morale, d'écrire quelque chose de similaire à ce qu'il écrivit à l'occasion de l'attentat au commissariat de Milan, qui est la plus récente approximation d'un attentat qui vise dans le tas (mais pas tant « dans le tas » que ça et plutôt involontairement). Alors, tout en condamnant le geste, nous défendrions la figure de l'auteur contre les commodes et trop faciles calomnies de matrice gauchiste. Pas comme l'Apocalyptique, comme il apparaît aux pages 429-431 de ses écrits publiés et inédits, recueillis dans la précieuse anthologie *La dimension anarchiste*. Signe du changement tumultueux des temps : ces anthologies, à l'époque de la déplorable modestie bourgeoise, se publiaient posthumes, pas à la diligence de l'auteur...

Paolo Finzi, *Violentisme et éthique*, dans « A-Rivista anarchica », Milan, n° 3, 1979.

Même si jusqu'à maintenant seule l'intervention critique de Bertoli nous est parvenue, nous savons que l'article Emile Henry et le sens de la mesure publié dans le dernier numéro a suscité plus d'une réaction. En attendant que les opinions se concrétisent en écrits, permettant ainsi l'ouverture d'un débat à plusieurs voix dans le prochain numéro à propos des sujets soulevés par cet article, nous publions dans les pages qui suivent l'opinion d'un compagnon de la rédaction, qui affrontent quelques aspects éthiques des thèmes en question.

Ils reconnaissent que les BR sont des staliniens, mais Curcio est un dur nom de Dieu. Ils s'enthousiasment pour Azione Rivoluzionaria, ceux qui s'engagent, pas du tout comme vous qui vous êtes enfermés dans vos locaux à vous branler avec la propagande. Si tu leur fais remarquer que la stratégie proclamée au procès de Parme par les militants d'AR (1° objectif : construire le front uni des organisations communistes combattantes) est pour le moins hallucinante et suicidaire, ils te traitent de réformiste, de chiffé molle, et te donnent du et-toi-ou-est-ce-qu'elles-sont-tes-couilles-pour-faire-comme-eux ? Même s'ils le nient, ils font de la lutte armée un mythe, le mythe unique, et par conséquent ils souffrent d'un terrible complexe d'infériorité vis-à-vis de ceux qui la font « bien ». Et par « bien », ils entendent par-dessus tout beaucoup d'actions, beaucoup de jambisations, beaucoup d'éliminés/punis/exécutés/etc. Si tu leur parles d'éthique anarchiste, ils te rient au nez, ils te traitent de chrétien. Si tu écarquilles les yeux aussitôt qu'ils te racontent qu'à la dernière manifestation, dans les rangs des anarchistes, on a crié le slogan démentiel « dix, cent, mille Torregiani, boutiquiers pour vous il n'y a pas de lendemain », ils te reprochent ton moralisme. Et t'expliquent qu'il y a pègre et pègre, que ceux de la « petite pègre pour le communisme » sont des compagnons, que comme ça un

Torregiani quelconque y pensera à deux fois avant de faire le fanfaron.

Ce que par-dessus tout ils n'arrivent pas à comprendre, c'est quand tu leur parles de la valeur de la vie humaine, de la nécessité de la respecter au maximum, de l'horreur que tu éprouves devant la violence absurde qui caractérise inutilement les hauts faits de nombreux révolutionnaires. Le minimum que tu reçois c'est une comparaison avec Jean Paul II. Nous sommes en guerre, te disent-ils, et ce n'est sûrement pas le moment le plus adapté pour se mettre à faire les philosophes. Qui en a quelque chose à faire, si un commando de Prima Linea tend un guet-apens à deux policiers, les crible de balles et laisse sur le trottoir le cadavre d'un jeune passant ? Qui en a quelque chose à faire si dans l'attentat contre l'association des journalistes revendiqué par des Chats Sauvages à Bologne une femme qui n'y était pour rien meurt par mégarde ?

Eux, les super-compagnons, ils s'en foutent. Nous non. Pour nous la référence à l'éthique, à l'éthique anarchiste, a toujours la priorité sur n'importe quelle autre considération. Cela ne nous suffit pas qu'une de nos actions cause un désavantage à « l'ennemi », ce qui nous intéresse par-dessus tout, c'est que notre cause en tire un avantage.

Si pour « vaincre » nous nous trouvons dans des situations telles qu'il nous faudrait renoncer à notre éthique, utilisant systématiquement des moyens contradictoires et incompatibles avec notre fin, nous aurions déjà perdu d'avance. Car l'anarchie ne peut naître que du concours constructif entre les hommes, pas de l'élimination physique et totale de « l'ennemi ». Car notre démarche dans l'histoire se mesure en conscience conquise par l'action directe et par l'anarchisme, pas en nombre de morts et de blessés disséminés sur le pavé.

Soyons clairs. La logique exprimée par des épisodes comme ceux de Turin et Bologne cités ci-dessus, et en général par toute la stratégie de la lutte armée aujourd'hui en Italie, est celle de l'extermination de l'ennemi, une logique qui n'est pas et ne peut pas être la nôtre, mais celle de ceux qui ont une conception autoritaire et totalitaire du conflit social. C'est la logique, renversée, de l'État. Et même si, plus modestement, la logique n'est pas celle de l'anéantissement (selon le lexique des Brigades Rouges et de Prima Linea), mais celle des représailles, celle-ci nous est tout aussi étrangère. Le geste vengeur (qui frappe celui qui est subjectivement coupable et le frappe avec une juste proportion entre « faute » et réponse vengeresse) est une chose, les représailles terroristes indiscriminées en sont une autre, qui ont, à juste titre, toute une tradition militaire qui a atteint des sommets dans l'impitoyable efficacité nazie.

Ce n'est pas une question superficielle, il ne s'agit pas non plus de « branlettes moralistes », comme les définissent d'habitude les super-compagnons P38-istes. Nous ne pouvons pas utiliser des moyens étrangers ou carrément antinomiques avec nos fins, sauf en niant nos fins, c'est-à-dire en nous niant nous-mêmes en tant qu'anarchistes. D'autres (qu'ils soient réformistes, révolutionnaires ou réactionnaires)

peuvent justifier les moyens par les fins. Pas nous. Au contraire, ce sont plutôt nos moyens qui justifient nos fins et, dans tous les cas, les moyens doivent refléter autant que possible ces valeurs morales qui elles-mêmes reflètent nos propres fins.

Et ça ne nous va pas de dire que tuer un policier est cohérent avec nos fins parce que cela élimine un instrument du pouvoir. C'est confondre les hommes avec les rôles, ce qui est éthiquement inique, logiquement idiot et stratégiquement fou. Comme de penser supprimer l'exploitation de l'agriculture en exécutant les vendeurs de fruits et légumes, ou éliminer la religion en exécutant les curés de campagne. Cela revient à contredire gravement la valeur fondamentale de la vie humaine, pour en contrepartie pas même un modeste plat de lentilles propagandistes ou tactiques, mais pour un résultat carrément nul, sinon négatif.

Concernant la valeur stratégique, c'est-à-dire l'efficacité de la lutte armée, nous ne nous attardons pas. Nous ne pensons pas – nous l'avons répété de multiples fois – que la lutte armée ait aujourd'hui en Italie quelque chance de succès, nous ne croyons pas qu'elle en ait en général, et encore moins dans notre perspective libertaire. Toutefois, nous ne comptons pas discuter de cela avec des compagnons qui pensent (ou ressentent) différemment. Nous estimons que leur choix est dramatiquement erroné, pour eux avant tout, et pour le mouvement : cependant, nous nous rendons compte que ce serait ridiculement inutile d'en discuter ici et maintenant. Nous voudrions simplement que ce choix ne représente pas – comme trop d'éléments le laissent présager – un suicide individuel et collectif et, plus encore, un suicide éthique de leur et de notre anarchisme. Nous voulons dire que si à Turin étaient tombés dans un guet-apens le généralissime Dalla Chiesa ou d'autres personnages de premier plan de l'appareil répressif étatique, cela aurait été une chose clairement différente (et perçue inévitablement comme telle par les gens), même si, à notre avis, tout aussi inutile sinon contre-productif.

Ce dont nous cherchons à parler, c'est de ce qui est juste ou ne l'est pas, pas ce qui est utile ou inutile. Ne nous méprenons pas, il ne s'agit pas de moralisme de philistin, mais seulement d'une manière différente de juger de la validité des moyens choisis d'un point de vue anarchiste.

Après tout, quelqu'un pourrait considérer ces considérations superficielles. Il nous semble, au contraire, qu'il y a dans notre mouvement trop de sous-estimations pour cette cohérence éthique, qui est aussi une cohérence logique. Cette cohérence qui semble être une faiblesse de l'anarchisme parce qu'elle s'oppose à de nombreux (faux) « raccourcis » mais est, en réalité, sa force. Ce qui l'empêche, par exemple, d'être une idéologie pour couvrir de nouvelles dominations et de nouvelles abominations. Ce qui l'empêche de parcourir les plus honteuses « voies du socialisme » (!) parcourues par d'autres sous le parapluie d'idéologies plus « souples ». C'est justement cette cohérence qui est le noyau essentiel sans lequel l'anarchisme ne serait qu'une version, peut-être plus extrémiste mais indubitablement plus inefficace, du gauchisme.

Ceux qui, parmi nous, privilégient l'efficacité des moyens sur leur effet (c'est-à-dire

leur capacité à se rapprocher des fins) et admirent, par-dessus tout, la technique de la guérilla, la capacité de « feu », la bravoure et des « valeurs » similaires, sont parmi nous par erreur. Ils croient être anarchistes, mais ne connaissent pas et ne partagent pas la dimension essentielle de la cohérence entre les moyens et les fins de l'anarchisme. Mais... les anarchistes, les bombes, les fusils, les poignards, l'histoire, la tradition, etc. Bien sûr. Mais que l'on regarde avec une attention particulière le « terrorisme » anarchiste et, à part quelques cas marginaux, on verra que ce n'était pas du terrorisme, et qu'une forte tension éthique ainsi qu'une perpétuelle recherche de cohérence présidaient l'utilisation anarchiste de la violence. Et dans les cas de conscience à notre avis exemplaires il y avait une claire répugnance (totalement antinomique au goût répandu aujourd'hui) pour la violence, et la volonté d'en utiliser le moins possible. C'étaient ceux qu'Albert Camus, dans son essai exceptionnel *L'homme révolté*, appelle les « meurtriers délicats ». Ceux qui ne tuaient même pas les tyrans le cœur léger (« joyeusement »), car ceux qui tuent à cœur léger sont les gangsters, les policiers, les mercenaires, les Torquemada (du christianisme, de l'islam, du marxisme-léninisme...).

Gianfranco Bertoli, *Le prix à payer*, sur « A-rivista anarchica », n.4, 1979.

Chers compagnons (...) il s'en est écoulé du temps, depuis mon second procès à Milan. Luciano Lanza qui voulait être présent avec vous (et je ne sais pas ce que cela a signifié pour moi) m'a transmis, par le biais de l'avocat, deux des trois volumes (le premier et le troisième) des écrits de Malatesta (ils font partie des quelques livres que j'ai réussi à sauver au cours de mes « péripéties » carcérales et que je conserve encore), eh bien, dans les dernières pages du troisième volume, intitulées « dernières pensées », il y a une phrase, une considération tellement humaine, tellement « modeste » et privée de rhétorique, à m'en frapper profondément et me pousser à corriger et revoir un peu tout mon univers mental, c'est celle-là : « Celui qui lance une bombe et tue un passant dit que, victime de la société, il s'est révolté contre la société. Mais le pauvre mort pourrait dire : Mais quoi, c'est moi la société ? ».

Cette considération du « vieux » Malatesta (celui de 1933, année où je suis né), simple, voire élémentaire, tout à la fois calme et douloureuse, m'a profondément frappé et n'a pas peu contribué à fêler la « tour d'ivoire » de mes certitudes « absolues », du culte sans limites de ce « dieu » sans le « d » initial [en italien dieu se dit *dio*, ce qui sans le *d* donne *io*, qui signifie je] dont parlait Bruno Filippi, de mes flatteries avec une espèce de « sur-hommisme » à la saveur nietzschéenne, par ailleurs pathétique et impuissant.

Bien sûr ce n'est pas seulement à cause de ces mots, il y a eu d'autres choses, comme le dialogue que j'ai établi avec vous, à travers la difficile médiation du

langage épistolaire, quand j'étais à Porto Azzurro, et puis tant d'autres choses qu'il serait long d'énumérer, mais je me suis retrouvé, essayez de me comprendre, à devoir, sans renier mon passé, tout réfléchir à nouveau et reconsidérer, des situations pas privées de doute, des questions sans réponses, des contradictions déchirantes et une « crise » dont je n'ai pas encore réussi à sortir complètement. De plus, la réalité existentielle dans laquelle je me trouve contraint est bien loin de pouvoir être considérée comme optimale pour la poursuite d'une certaine sérénité de jugement et d'un relatif équilibre. Du coup, puisque je ne pourrais pas éviter de considérer comment chaque acte humain et la pensée même sont, au moins en partie, influencés et conditionnés par l'état d'âme et par les conditions ambiantes mêmes, je compte sur votre bienveillante prédisposition et une sévérité non nécessaire pour juger et évaluer les opinions que je vais vous exposer et la forme avec laquelle je le ferais : ce n'est pas sans un certain « malaise », ni sans avoir dû, avant, dépasser des hésitations considérables, et quelques perplexités que je me hasarde à m'immiscer dans une polémique, déjà devenue âpre, entre des compagnons bien plus cultivés, bien plus préparés et capables que je ne pourrais jamais parvenir à l'être, même dans les meilleures conditions possibles.

Cela d'autant plus que, comme en cette occasion, si je veux être sincère (et la sincérité est la seule qualité que je peux espérer donner à mes paroles), je ne pourrais me limiter à un alignement sur une des deux positions opposées, mais je serais contraint d'exprimer des critiques aussi bien à la thèse fondamentale de la recension de A. M. Bonanno du livre *Coup pour coup*, qu'à certains arguments auxquels a recours Amedeo Bertolo dans sa réponse sur les pages de « A ».

Si je me suis résolu, malgré tout, à me risquer sur un terrain bien trop difficile pour moi, c'est pour deux raisons principales : en premier lieu parce que j'ai été, bien que marginalement, « mis en cause » et cela me donne un petit droit à « donner mon avis » sur ce que je peux valoir. En second lieu parce que, même si dans le milieu anarchiste on parle beaucoup « d'auto-décision », « d'autogestion », « d'auto-réglementation » et d'autant d'« auto » que n'en produit Fiat, quand il s'agit de s'exprimer directement à la première personne et de donner sa propre opinion sur un sujet quelconque qui nous concerne tous, presque personne n'ose faire un petit effort et expliquer comment il voit la chose ; tous sont là à attendre que quelqu'un leur dise que penser et que faire. Comment est-il possible de se proposer de poursuivre un projet révolutionnaire tendant à la réalisation d'une société sans hiérarchie, sans la séparation entre travail manuel et travail intellectuel, etc, si nous devons ensuite reconnaître avoir intériorisé en nous cette attitude consistant à se laisser guider, à se mettre en rang derrière un « leader », à laisser penser, décider, agir quelqu'un d'autre sans jamais ressentir le besoin de nous faire entendre, de réfléchir avec notre tête et de communiquer ces réflexions à d'autres individus pensants ?

Je disais au dessus que je me trouve, bien qu'à des degrés différents, en désaccord avec ces deux compagnons. Par rapport à ce qu'écrit Amedeo Bertolo dans sa

« contre-recension », je renonce à me prononcer sur l'opportunité ou non d'un ton aussi âpre, cinglant et à certains moments presque méprisants, comme celui avec lequel il s'adresse à Bonanno. Bien sûr le ton et le langage sont tels qu'ils laissent préfigurer une rupture définitive, qu'ils rendent quasiment improbable une conciliation et qu'ils rendent évidente la volonté de privilégier l'« affrontement » à toute hypothèse de « confrontation-rencontre » des positions respectives, cela, je ne peux que le regretter, mais je dois aussi reconnaître que si Bertolo, dont j'ai eu l'occasion de lire d'autres écrits, la prose toujours équilibrée, profondément réfléchie et sereine, a choisi d'adopter ce ton et un langage tel c'est qu'il a été, comme on dit, « tiré par les cheveux » par une interminable polémique faite d'attaques, jusque-là presque toutes unilatérales, menée avec un ton vindicatif, et avec un langage assez « fleuri » en ce qui concerne les insultes et les truculences verbales.

Ce que par contre je voudrais qu'il me soit permis de dire au compagnon Amadeo Bertolo, c'est que je ne peux pas partager sa manière de considérer l'anarchisme d'Emile Henry comme « ce type d'anarchisme à expliquer (ou peut-être seulement à exorciser) par un contexte particulier... » : cette manière de considérer les actes de révolte individuels, ce que furent les attentats d'Henry, me semble réductrice et partiellement erronée.

Certes Émile Henry fut, comme chacun, un « fils de son temps », sa manière de penser et les conséquences opératives qui en découlèrent ont été influencées, ou en partie déterminées, par la réalité sociale dans laquelle il était immergé, par la « culture de son temps », par le type, historiquement déterminé, d'oppression et de répression auxquels il s'est heurté et contre lesquels il a voulu lutter, mais, le geste d'Henry ne se situe pas dans le contexte d'un choix « stratégique » d'un « mouvement » ou d'un « parti », il est la conséquence d'une décision individuelle, un acte « unique et irrépérable », comme l'est chaque individu. Ce n'est pas à moi, protagoniste contemporain d'un acte tout aussi tragique et grave, de donner des jugements de valeur, à savoir de dire si Henry a « bien » agi ou « mal » agi, pour lui faire ce qu'il a fait était juste, pour le dire avec O. Wilde : « Le vice suprême c'est la superficialité. Tout ce qui est vécu jusqu'au bout est juste ».

La révolte violente d'Henry s'insère, selon moi, dans l'histoire éternelle de la révolte humaine et, par conséquent, excède les limites de la temporalité historique dans laquelle elle a été vécue. C'est pour cela que je ne crois pas qu'elle puisse être étiquetée comme une « branche sèche ». À la fin de son livre, publié après sa mort en Italie accompagné d'une brillante et intéressante présentation de Bertolo, Louis Mercier Vega écrivait : « Il est possible que la marche du monde, accélérée dans les domaines économiques par un état de guerre permanent, la concentration des pouvoirs et une technologie réservée à une minorité de cerveaux, brise le rêve d'une société ouvrière. Ce que nul ne peut alors écarter, comme perspective aussi évidente que les succès et les réalisations scientifiques, c'est que les révoltes se feront nihilistes ».

Un autre point sur lequel je me trouve en désaccord avec le compagnon Bertolo,

c'est son allusion à un « mouvement anarchiste mature ». Nous nous trouvons ici face à deux manières de concevoir le « mouvement anarchiste » totalement différentes. Pour Amedeo Bertolo il me semble comprendre qu'il voit le mouvement anarchiste comme un « tout » homogène, qui se déplace le long d'une ligne univoque et qui, à travers des expériences communes diversifiées, se développe, progresse et mûrit. Moi, à l'inverse, je tends à le considérer comme un ensemble composite, toujours changeant et jamais délimitable définitivement, d'individus et de « groupes d'affinités » de diverses natures, expériences existentielles, et choix opératifs et qui ne sont unis que par la négation du « principe d'autorité » dans l'organisation sociale et par la volonté d'arriver à l'abolition de toutes les contraintes et souffrances qui découlent des institutions fondées sur ce « principe ».

Le degré de maturité du Mouvement Anarchiste dans sa complexité ne peut donc jamais être autre chose que le résultat, à un moment donné, de la somme additionnelle du degré de maturité de ses composantes. Paradoxalement, plus augmente, au niveau des masses, le niveau de mûrissement et de prise de conscience individuelle et la conséquente adhésion à l'idéal libertaire, moins le niveau qualitatif « collectif » du mouvement anarchiste devient « mature ».

Je ne veux pas du tout dire par là (je m'en garderais bien parce que ce serait insensé) que ces compagnons qui ont un degré de maturité supérieur doivent renoncer à faire participer d'autres qui n'ont pas atteint ce degré, et aussi chercher à « immuniser » du danger des possibles choix qu'ils considèrent comme erronés. Je crois justement qu'aucun anarchiste ne peut se proposer « d'exorciser » la révolte même s'il peut déconseiller ou « condamner » certaines formes. Personnellement j'ai salué avec plaisir l'initiative éditoriale qui a amené à la publication des écrits d'Emile Henry et de ses déclarations, parce que je n'ai jamais pu comprendre que du côté des anarchistes on ait recouru à l'expédient de recouvrir d'un voile de silence des événements qui, qu'on le veuille ou non, appartiennent à juste titre à l'histoire de l'anarchisme.

Cela étant dit, le moment serait venu de prendre en considération cette recension de Coup pour coup, qui est à l'origine de l'article de Bertolo. Je dis « serait » parce que je crois que, pour quiconque a eu l'occasion de lire soit le livre de « Vulcano » [éditeur de Coup pour coup], soit la recension apparue dans « Anarchismo », la gratuité et l'absolue impossibilité de l'interprétation que l'on a voulu donner d'Emile Henry et de son geste ne peut que s'avérer évidente.

Vouloir présenter Henry comme un précurseur d'une sorte de « solution finale au problème de la bourgeoisie », ou d'une version « libertaire » de l'élimination physique des « Kulaki » voulue par feu Josef Vissirianovic me semble être une « trouvaille » bien peu respectueuse pour l'intelligence des lecteurs et par-dessus tout pour la mémoire d'Emile Henry. Il s'agit, selon moi, d'une idée qui a semblé « originale » à l'auteur, et que pour cette raison il a voulu proposer, prenant ensuite en considération dans toute l'affaire les seuls éléments qui peuvent servir à l'étayer.

Une confirmation, par la suite, de la superficialité avec laquelle A. M. Bonanno – si méticuleux et soigné (et indubitablement intelligent et compétent) dans d'autres circonstances – a abordé l'histoire du geste d'Henry et du protagoniste lui-même, nous vient justement de l'équivoque dans laquelle tombe l'auteur quand il évoque l'écrit de Malatesta dans l'En-dehors (publié en 1892), comme un commentaire du geste d'Henry, geste pourtant commis presque deux années après.

Je ne voudrais dire qu'une seule chose au compagnon Bonanno, même si je sais qu'il va le prendre avec dérision, même si je connais le mépris qu'il m'a réservé, et comme il se sentira peut-être offensé rien qu'à m'entendre lui donner du « compagnon » (on sait que pour lui je suis « un sale provocateur fasciste »), je voudrais seulement lui dire que quand un individu décide, à tort ou à raison, de réagir par la violence à la violence institutionnelle et permanente du pouvoir, il doit être prêt à payer de sa personne ; dire aux autres que c'est « beau » et « juste », parler de « cervelles qui giclent » et de « sang qui coule », tant que tout cela reste de la « théorie » peut nous gratifier, mais quand on passe ensuite de la pensée à l'action, les choses ne sont pas aussi faciles.

Je ne parle pas tant du risque de mourir ou de celui de la prison à perpétuité, mais de quelque chose de bien pire encore, quand quelqu'un, face aux corps déchirés et aux cris terribles des blessés, se demande ce qu'il est lui-même devenu. Bien sûr ce dernier ne le reconnaîtra jamais face aux juges et au pouvoir qui le condamnent et qui sont bien pire que lui. Mais face à soi et à des compagnons, ces doutes, cette souffrance, il est inutile de les cacher. Inutile de poursuivre, cela pourrait passer pour de la rhétorique hypocrite. Par-dessus tout je n'entends rien renier ni me déclarer repent, je voulais simplement dire que se rebeller peut être juste et légitime, mais il faut être conscient et disposé à en payer le prix.

Gianfranco Bertoli, *Actes individuels et «terrorisme»*, sur «A-rivista anarchica», n.4, 1979.

[...] Au cours de cette recension on soutient qu'avec l'attentat du 12 février 1894 se réalisa un «saut qualitatif» qui consiste à avoir voulu «frapper dans le tas». Une décision qui inclurait une «analyse du concept de classe» suffisamment «actuelle» pour pouvoir affirmer qu'un geste analogue, aujourd'hui, non seulement serait un fait valide et positif mais constituerait même une «contribution théorique» pour le mouvement. Selon Bonanno, cette analyse attribuée à Henry se développerait et émergerait tellement, qu'elle pourrait être complètement comprise «pas tant dans ses lettres ou dans son débat au procès, que dans le geste en soi».

Bien sûr tout acte humain, produit d'une décision, présuppose une analyse, plus ou moins approfondie, s'étant développée dans le cerveau de l'auteur et à laquelle on

peut attribuer l'origine du choix de son comportement. Cela dit, si nous voulions tenter de remonter d'un fait à ses motivations pour en arriver à le comprendre, il serait nécessaire de ne pas considérer ce fait détaché du contexte historico-social dans lequel il s'est produit ni de la personnalité des auteurs. Dans un geste nous pourrions voir une confirmation ou un démenti de la force des convictions personnels de l'auteur, de sa cohérence avec ses théories et ses conclusions auxquelles l'ont amené ses analyses et ses déductions, mais cela ne nous donne aucune confirmation quant à la validité « objective » de ces dernières. Il n'est pas possible non plus, en partant de la dynamique du fait en soi d'arriver à reconnaître de manière univoque le sens de ce fait dans les intentions de l'auteur. Comment serait-il possible de considérer et de catégoriser comme analogues, des gestes qui, bien que commis avec des modalités assez proches, sont totalement incompatibles, à cause des différentes personnalités et des différentes motivations de ceux qui les ont commis et à cause du moment où ils ont eu lieu ?

Qu'y a-t-il de commun, par exemple, entre le geste du religieux Ravailiac et celui de Sante Caserio ? Pourtant l'arme utilisée, la dynamique du fait, les victimes de l'attentat (dans les deux cas le chef d'État) et la même fin tragique pour leurs auteurs présentent des caractéristiques communes. Peut-être est-il possible de considérer et de juger de la même manière les « vols à mains armées » que commirent des personnages si différents de par leurs caractères, leurs motivations, leurs buts, comme : Jules Bonnot, Joseph Staline, ou... John Dillinger ? Si l'on voulait on pourrait continuer longtemps avec des exemples parallèles de gestes apparemment similaires mais qui n'ont aucun lien d'affinité (Gaetano Bresci et Gavrilo Princip, Felice Orsini et Gino Lucetti, etc).

Tout événement porte avec lui, dans son rapport avec la société, trois types d'images différentes. Il y a une « vérité objective », qui consiste dans le fait en soi, dans son développement matériel et chronologique. Il y a ensuite une première « vérité subjective » représentée par ce que l'acte accompli a été, ou voulait être pour celui qui en fut l'auteur. Il y a ensuite une vérité « subjective » ultérieure qui naît des opinions, des jugements et des impressions de ceux qui se sont retrouvés impliqués ou toutefois s'y sont intéressés. Ce troisième aspect qui, paradoxalement, est ensuite celui qui finit par assumer le poids et l'importance majeure du point de vue de l'incidence sociale, constitue presque toujours la « vérité » la moins vraie et la plus ambiguë et souvent mystifiante. Même en faisant abstraction de l'intervention des manipulations, d'instrumentalisations et d'interprétations de « facilité » de la part de personne voulant apporter de l'eau à leur moulin, c'est évident qu'il est très difficilement possible de s'apprêter à examiner un phénomène social quelconque sans porter avec soi tout un bagage d'idées, de convictions, de préventions, de dispositions caractérielles, qui conditionnent les interprétations et les jugements.

Le danger auquel il est assez difficile d'échapper est celui de céder à la tentation (dont personne n'est immunisé, et que Malatesta reprocha un jour à Kropotkine

lui-même d'y céder) de partir d'une thèse faite d'a priori qui nous plaît, pour ensuite chercher dans l'analyse tous les éléments qui confirment, ou semblent aptes à confirmer notre thèse, et seulement ces éléments.

Il me semble que c'est à cette manière de procéder (qui est celle adoptée depuis toujours par les avocats et les ministères publics) qu'a aussi recours Bonanno dans sa recension. En effet, peut-être poussé par la perpétuelle course avec lui-même pour inventer des thèses « originales » et par son goût pour le terribilisme verbal, il se cramponne, en l'extrapolant du contexte, à certaines affirmations d'Emile Henry (qui selon moi doivent être considérées comme des argumentations de type « éthique » qu'Henry met en avant pour justifier envers lui-même son acte de révolte inconditionné et désespéré contre tout et contre tous) pour les interpréter comme le résultat d'une « analyse du concept de classe » et une proposition stratégique-tactique permanente.

Pour démontrer l'inacceptabilité de ce discours il suffirait, selon moi, de considérer vers quelles conclusions aberrantes cela nous conduirait de vouloir le prolonger jusqu'à ses conséquences logiques extrêmes. Si, en effet, nous nous mettons dans l'optique d'une « culpabilité » objective et poursuivons, sur le modèle d'Henry (quand il dit : « Et non seulement eux, mais encore tous ceux qui sont satisfaits de l'ordre actuel ») en étendant ce concept de « culpabilité objective » à tous ceux qui, dans la société actuelle, subissent et intériorisent le conditionnement des mass media et les influences des bureaucraties politiques et syndicales, nous devrions alors aussi proclamer comme « objectivement révolutionnaire » les fascistes de piazza Fontana ou de piazza della Loggia (!).

Quant à moi, je suis bien loin de l'illusion d'être immunisé contre ce jugement unilatéral et « factieux » que je relève dans beaucoup d'autres analyses. Le simple constat que mes opinions aujourd'hui ne correspondent pas à celles qui, dans un passé pas si lointain, ont été pour moi des « certitudes », me montre comme aujourd'hui non plus je ne peux absolument pas être sûr de la justesse de mon point de vue actuel. Toutefois, aujourd'hui, je suis poussé à considérer le phénomène social représenté par les nombreux attentats anarchistes en France entre 1892 et 1894 comme une série de réactions au sentiment d'impuissance et d'isolement du mouvement révolutionnaire ainsi qu'au choc contre une réalité oppressive et répressive qui semblait ultérieurement et particulièrement impitoyable. En substance l'autre face de ce qui, à une autre époque de « reflux » des espoirs révolutionnaires, a poussé de nombreux compagnons dans le refuge du « personnel », dans la « solution drogue », ou bien dans les bras de « gourous orientaux »...

Dans ce sens je crois que la définition de « terrorisme » attribuée aux attentats individuels de cette période (même si ce terme fut utilisé par des observateurs dotés d'une autorité morale et même par Malatesta) n'est pas du tout exacte ni adaptée. En effet, étymologiquement, par « terrorisme » (ne possédant pas de dictionnaire italien je traduis ici la définition française du Robert) on entend : « emploi

systématique de mesures d'exception, de la violence pour atteindre un but politique (prise, conservation, exercice du pouvoir). – Ensemble d'actes violents (attentats individuels ou collectifs, destructions) qu'une organisation politique commet pour impressionner la population et créer un climat d'insécurité ».

Maintenant, peu importe comme on la tourne, cela présuppose un programme planifié précis et une organisation qui l'exécute ; à l'inverse, bien que le pouvoir d'alors ait fait tous les efforts possibles pour imaginer des « complots » et une « trame » (et même internationale), il a été démontré qu'il n'y eut jamais rien de tel. Les attentats anarchistes dans la France en fin de siècle ne sont pas définissables comme « anarchistes » si ce n'est parce que leurs auteurs le furent, et pas parce qu'il y aurait eu une « organisation anarchiste » pour les déchaîner. Dans la France d'alors, il n'y avait rien de semblable à la « Narodnaïa Volia » en Russie, ou à l'Irgun Tsvai de Menahem Begin, à l'IRA ou à l'ETA basque, ou à d'autres organisations de quelque époque ou couleur que ce soit.

D'un autre côté une logique éminemment individualiste émerge de toutes les déclarations des protagonistes. Considérons, par exemple, ce qu'écrivait Henry dans sa lettre à l'En-dehors : « Lorsqu'un homme, dans la société actuelle, devient un révolté conscient de son acte, – et tel était Ravachol – c'est qu'il s'est fait dans son cerveau un travail de déduction embrassant toute sa vie, analysant les causes de ses souffrances, et lui seul est juge s'il a raison ou tort [...] ». Si l'on voulait continuer avec des citations de ce type on pourrait remplir des pages et des pages. Certes toutes s'insèrent dans le même contexte historique et tous les protagonistes ont en commun le même refus de la société existante et la volonté de la combattre, ainsi qu'une commune aspiration idéale à un monde meilleur. Mais le seul lien conséquent peut se trouver dans l'influence de l'exemple et dans l'acceptation et la réappropriation, par d'autres, de certaines thèses et convictions personnelles. (À ce sujet on pourrait supposer une influence de l'argumentation adoptée par Léon Léauthier – à propos de la non-innocence de chaque individu « bourgeois » en tant que tel – sur Émile Henry, qui auparavant n'avait jamais, il me semble, soutenu cette thèse).

L'exigence de rester dans les limites, en termes d'espace, d'une lettre me pousse à arriver à une conclusion. Je voudrais tellement m'expliquer avec clarté, malheureusement je doute d'y réussir. Je vous ai déjà parlé de ma faible lucidité et des difficultés que je rencontre pour mettre de l'ordre dans mes pensées. De plus, l'état d'exaspération causé par ma condition suscite parfois en moi des telles poussées irrationnelles que naissent en moi des contradictions, des doutes et des interrogations sans réponse.

Mes pulsions aujourd'hui sont plus ou moins celles-là. Au niveau théorique toute forme de révolte me semble, en soi, positive et éthiquement légitime ; mais, en pratique, en venant à considérer l'utilité et l'opportunité de certains gestes, ces derniers me paraissent très discutables et cette considération finit par avoir une incidence sur l'aspect éthique. Une violence inutile, bien que commise au nom de

motivations irréprochables, finit dans un « rite », dans une sorte de « sacrifice » à un dieu appelé « révolte », et ceci est une chose à éviter parce que c'est en contradiction avec les idées mêmes que nous professons. Cela devient une absurdité.

J'avais fondé toute ma manière de penser (et par conséquent d'agir) sur le présupposé que toute forme de domination repose sur la disponibilité des autres à la soumission. De cela j'avais déduit que le seul moyen pour arriver à la destruction de toute forme de pouvoir était la diffusion de la révolte individuelle violente qui, se propageant à travers l'exemple aurait fini par rendre impossible toute forme de société basée sur l'exploitation et la domination. C'est alors seulement que l'on aurait pu espérer construire des formes de vie en commun sur des bases diamétralement opposées.

Maintenant je pense que mon erreur fondamentale consistait à avoir cru, bien que dans une mesure quantitativement différente, que tous ceux qui subissent l'oppression sociale avaient subi mes propres frustrations et expériences et avaient développé une même manière de penser et de se considérer soi-même et la société. La tragique contradiction de cette attitude est que, s'il en était ainsi, certes tout acte de révolte serait immédiatement compris mais dans des conditions telles qu'il n'y aurait même pas besoin de le réaliser. S'il est vrai que, face à la généralisation du refus violent susceptible de mener aux conséquences extrêmes, rien ne pourrait l'arrêter, il est aussi vrai que – comme le soutenait Armand – face à un mouvement de résistance passive qui se développe à une large échelle et est voulu et décidé par chacun individuellement, par un choix libre, aucun pouvoir ou gouvernement ne pourrait faire quoi que ce soit et serait impuissant. (En théorie, comme on le voit, tout est possible !).

En ultime analyse, ce qui s'oppose à la réalisation d'une société ce n'est pas tant la « force » de ceux qui détiennent le pouvoir et sa « violence », que l'attachement psychologique de la masse à la société hiérarchisée, l'acceptation d'un statu quo qui apparaît comme « nécessaire » ; appelons cela comme on veut, mais il s'agit toujours de mentalité obtuse, en un mot de « stupidité ». Mais, contre l'ignorance et la stupidité humaine, à quoi peuvent bien servir les bombes ?

POUR LE VERS DE LA VIE

Emile Henry, un des grands poètes du 19ème siècle, dédia sa vie à la recherche obstinée non pas du vers juste, mais de la révolte – cet acte souverain par lequel l'individu qui tend à la liberté devient un individu libre, et par lequel le poète devient poète.

« Que d'êtres ont traversé la vie sans jamais s'éveiller ? Et combien d'autres ne se sont aperçus qu'ils vivaient que par le tic-tac monotone des horloges ? »

Il n'a certainement pas échappé, aux yeux des plus attentifs, que dans le passé, la poésie décelait une tendance à la critique du monde tel qu'il est, à la transformation de ce monde par le feu de sa révolte et de ses exigences. Au-delà des mots, et plus précisément contre, la poésie tendait à transgresser le plan contemplatif, d'une certaine manière, où elle avait été confinée, pour s'affirmer sous une forme active, concrète, matérielle. Donc, à s'incarner dans ce monde, en se jetant dans la mêlée pour tenter d'occuper une place de premier plan dans la lutte pour sa transformation. C'est ainsi qu'on a voulu regarder sous une nouvelle lumière les auteurs d'œuvres jusqu'ici considérées comme purement littéraires, commencer à entendre leurs voix comme si elles étaient celles d'hommes d'action authentiques qui incitaient à la bataille. Rimbaud le communal, ou Maïakovski le bolchevique, ce ne sont que deux exemples parmi ceux, innombrables, que l'on pourrait donner. Il apparaît donc d'autant plus étrange que personne, ou presque, n'ait pensé à entreprendre le chemin inverse, c'est-à-dire celui qui regarde des individus passés à l'histoire pour leurs actions, comme d'authentiques poètes.

De ce point de vue, on est aux premiers balbutiements de la connaissance de l'œuvre d'Emile Henry, un des plus grands poètes français du 19ème siècle. Peut-être faudrait-il retrouver les couleurs utilisées par Lewis dans le *Monaco*, pour pouvoir recréer l'atmosphère adéquate, qui a salué l'apparition de ce garçon de vingt et un ans. Comparé aux poètes d'alors, mais aussi à de nombreux poètes contemporains, ses interventions à Paris, en 1892, dans la rue des Bons-Enfants (cinq agents morts dans l'explosion qui eut lieu au commissariat) et, en 1894, au Café Terminus en 1894 (une vingtaine de blessés dans ce lieu où se rencontrait la bourgeoisie) brillent d'un éclat incomparable ; elles sont l'expression d'une révélation totale qui semble dépasser les possibilités humaines. En effet, les grands poètes ne se caractérisent-ils pas par leur quête obstinée de dépasser les limites auxquelles leur vie pouvait aspirer ? Emile Henry est allé si loin dans cette voie, qu'il est resté seul. Dans les années qui suivirent, tout ce que l'on pensera et entreprendra de plus audacieux contre la grisaille d'un ordre social putréfié a trouvé en lui un précurseur magique. Avec Henry, l'action subit un tournant fondamental, elle dénote un *recommencement*, abandonnant les

plages sèches du *beau geste*.

« *Au surplus, j'ai bien le droit de sortir du théâtre quand la pièce me devient odieuse et même de faire claquer la porte en sortant, au risque de troubler la tranquillité de ceux qui sont satisfaits* ».

Bien qu'il ait exprimé mieux que quiconque les raisons qui peuvent pousser celui qui a décidé d'en finir, à utiliser les mauvaises manières, rien ne lui est plus étranger que le désespoir. Au contraire, avec Henry, l'acte individuel cesse d'être un martyr, autrement dit une manifestation religieuse. Avant lui, et malheureusement après aussi, la guillotine n'était pas uniquement la punition avec laquelle l'ordre établi menaçait le Rebelle, mais également un destin jugé inéluctable et délibérément choisi.

Ravachol se vante de son geste dans un local public, et se fait alors arrêter. Vaillant ne cherche pas même minimalement à éviter la capture, après avoir lancé sa bombe à la Chambre des députés. Même Caserio et Bresci renoncent à leur liberté pour voir leur œuvre réalisée. De l'autre côté de l'océan, Alexandre Berkman et Leon Czolgosz ne se comportent pas autrement. Mais, au moment où Henry ouvre le feu sur les policiers zélés qui le poursuivent, cherchant par tous les moyens à éviter l'arrestation, il rompt avec l'idéologie mortifère du sacrifice, avec la logique mathématique de la compensation. Au président de la Cour, qui lui reproche d'avoir tout envisagé pour se mettre à l'abri, Henry répond : « C'est très naturel : comment aurais-je pu cultiver l'espoir de recommencer, et peut-être même de tenter de plus vastes applications, si à la première occasion je m'étais laissé prendre ? ». Du reste, c'est encore lui qui écrit que : « *Entre les économes d'eux-mêmes et les prodiges d'eux-mêmes, je crois que ce sont les prodiges qui sont les meilleurs calculateurs* ».

Se comportant ainsi, Henry fournit pour la première fois à l'action individuelle, son horizon le plus approprié. Un pari sur la vie, non pas un pari sur la mort. Mais ce n'est pas que dans la modalité, c'est aussi dans le choix même de l'objectif contre lequel il jette ses invectives, qu'Henry fait un saut vertigineux par rapport à ses contemporains : *c'est la bourgeoisie entière, avec ses chiens de garde, qui tremble au grondement de la foudre de celui qui est persuadé qu' « il n'y a pas de bourgeois innocent, comme il vous plaît de les qualifier ».*

Chez Henry, l'inspiration poétique provient de la rupture entre le bon sens et l'imagination, rupture qui le plus souvent – quand elle se produit – penche en faveur de cette dernière. La révolte, toute révolte, ne pourrait plus être considérée Poésie si elle devait épargner indéfiniment une forme d'autorité au détriment des autres. C'est donc entre les décombres de la rue des Bons-Enfants, et entre les tables renversées du café Terminus qu'elle s'exalte, se sublime, se complète. Le contraste flagrant que semblent offrir, du point de vue moral, ces deux œuvres avec la tension idéale qui les anime est en réalité le fruit amer de l'idéologie dominante. Si les rois et les présidents de la république ont les mains sales de sang, les chevaliers d'industrie et les gendarmes ne les ont pas moins. Si les premiers représentent *de loin* cette oppression

qui, quotidiennement assèche notre existence de ses joies les plus intenses, les seconds en sont la concrétisation *la plus proche de nous*. En somme, si l'on sonde l'esprit humain pour retrouver ce qui peut constituer le fondement d'une telle fureur, on découvrira combien celle-ci repose, par-dessus tout, sur l'impossibilité d'inventer les conditions de son aventure existentielle, contrainte à devoir être soumise à de banals clichés.

Avec Henry, ce qui est remis en question ce sont les limites entre lesquelles les idées peuvent communiquer avec les idées, et les actes avec les actes. Il refuse la suprématie de la propagande rhétorique au détriment de l'action, puisqu'il veut que la liberté – si elle n'est pas un secret vide fait par une idole abstraite – se confonde nécessairement avec la mise en acte de l'idée. « *Dès qu'une idée est mûre, qu'elle a trouvé sa formule, il faut sans plus tarder en trouver la réalisation* ». Un principe de mutation perpétuelle s'empare ainsi des objets comme des idées, tendant à atteindre une libération totale impliquant celle de l'homme. L'œil absolument sauvage, Henry se tient aux marges du perfectionnement scientifique du monde, passant outre la dimension consciemment utilitaire de ce perfectionnement, pour le placer avec tout le reste sous la lumière noire de l'apocalypse. *Apocalypse définitive*, son œuvre, dans laquelle les grandes pulsions instinctives se perdent et s'exaltent au contact d'une cage d'amiante qui renferme un cœur brûlant.

« *La société moderne est comme un vieux bateau qui sombrera dans la tempête, pour n'avoir pas voulu se débarrasser de sa cargaison amassée pendant le voyage au long cours des siècles ; là sont des choses précieuses, mais qui pèsent trop* ».

S'il acceptait d'agir sur le monde comme il lui avait été donné, il se gardait bien d'en modifier vaguement les formes à la mesure d'un désir incertain, il savait que, ce faisant, il aurait compromis pour toujours l'action qu'il rêvait d'accomplir. Il fallait que ses actions s'insèrent dans cette réalité faite de boutiquiers, de pensionnés, de fonctionnaires, d'employés, d'appétits mesquins, d'horlogers stupides et de convoitises obscures. Il voulait agir sur le monde, et pas sur les fantômes avec lesquels il est si commode de le remplacer. Ainsi, son pas décisif ne fut pas d'inventer un univers parallèle, mais d'établir, en faveur d'une connaissance exacte, le poids authentique et l'horreur fertile de celui dans lequel nous nous retrouvons tous trempés jusqu'au cou. Le monde est ainsi fait comme nous le connaissons : c'est ainsi. Mais alors, qu'en faisons-nous ? À cette question, il tenta de ne jamais se mentir : « *entre la béatitude de l'inconscience et le malheur du savoir, j'ai choisi* ».

Et c'est précisément cette conscience, ce refus de se rendre devant la vanité du tout, qui a guidé sa main : « *Lorsqu'un homme, dans la société actuelle, devient un révolté conscient de son acte, - et tel était Ravachol - c'est qu'il s'est fait dans son cerveau un travail de déduction embrassant toute sa vie, analysant les causes de ses souffrances, et lui seul est juge s'il a raison ou tort d'avoir de la haine, et d'être sauvage, "voire même féroce"* ».

Ces paroles précèdent celles qu'un autre grand poète français, Antonin Artaud,

put écrire quelques décennies plus tard : « *Pas de cruauté sans conscience, sans une sorte de conscience appliquée* ».

Emile Henry perturbe. Il perturbe parce qu'il détruit à la base tout un système de référence, parce qu'il corrode la culture humaniste occidentale, parce qu'il frappe sans pitié la pensée et la société bourgeoise. Une pensée qui a été défendue en déclarant ses actes fous, et ses paroles insensées. Mais les accusations qui ont été lancées contre son œuvre, afin de la rabaisser, montrent bien comment la critique n'a jamais pu s'en approcher sans s'y brûler. Au premier rang, comme toujours d'ailleurs, on retrouvait les journalistes armés de leur psychiatrie de Cour d'Assises ridicule. Il s'agissait de démontrer le plus précipitamment qu'Emile Henry présentait des signes de maladie et de démence. Comment y parvenir ? En recourant aux aberrations empruntées à Freud et consorts : le point de départ de l'entreprise d'Henry aurait été une déception amoureuse, une carence affective. Voilà comment, de cette façon, l'ombre sinistre de l'idiotie a cherché à banaliser la tentative de revanche du désir mis en acte par Henry.

Quant à sa déclaration au tribunal, les raisons qu'ils donnent à ses actions ont un accent tellement passionnel qu'elles ne se révèlent absolument pas cyniques. Non seulement Henry n'est pas cynique, mais il n'est pas non plus un fanatique, comme beaucoup, même parmi ses compagnons, ont cherché à le dépeindre. Sa fureur n'est pas celle du puritain idéaliste, qui détruit sous l'influence d'une vision messianique, mais elle est pleinement destinée à tous ceux qui l'oppriment. Emile Henry ne se justifie pas par rapport à ce que le futur sera – l'Arcadie anarchiste –, mais par rapport à ce qu'est le présent – une existence misérable. La paix, la justice, l'égalité et l'amour universel seront peut-être le monde de demain, mais la réalité d'aujourd'hui c'est la lutte entre la société de l'autorité et les individus qui veulent la liberté parce qu'ils sont responsables d'eux-mêmes. Ce n'est pas un hasard si Henry a fait sienne la phrase que Zola mit dans la bouche de Souvarine, personnage de son roman le plus célèbre : « *Tous les raisonnements sur l'avenir sont criminels, parce qu'ils empêchent la destruction pure et simple et entravent la marche de la révolution* ». Contre toute tentation de réconciliation, contre tout espoir de pouvoir assister à de placides couchers de soleil, Henry admet d'avoir « *apporté dans la lutte une haine profonde, chaque jour avivée par le spectacle révoltant de cette société, où tout est bas, tout est louche, tout est laid, où tout est une entrave à l'épanchement des passions humaines, aux tendances généreuses du cœur, au libre essor de la pensée* ». Après la pensée, il revenait à la société bourgeoise de devoir se défendre. De devoir se venger, pourrions-nous dire. Emile Henry, bien qu'il ait tenté d'éviter un tel épilogue tragique, sut l'affronter avec dignité : « *Dans cette guerre sans pitié que nous avons déclarée à la bourgeoisie, nous ne demandons aucune pitié. Nous donnons la mort, nous saurons la subir* ».

À l'aube du 21 mai 1894, Emile Henry fut décapité. Comme l'écrivit Maurice

Barrès, témoin de l'exécution : « Soixante kilos, tout un système social tombait, en lui ébréchant le menton, sur le cou de cet adolescent ».

Peut-être ferions-nous mieux de placer Emile Henry dans le cadre de la poésie française. Peut-être devrait-on parler de Lauréamont ou de Rimbaud, dont il semble incarner a posteriori la violence et la révolte. Mais comme nous l'avons vu, on ne peut pas s'arrêter à des considérations d'ordre esthétique quand il s'agit de l'œuvre d'Henry, dont l'acte salutaire déborde l'élément même qui en est à l'origine, à savoir, une *conscience sans mesure*.

Aujourd'hui tout laisse penser que l'oubli est tombé sur Emile Henry. L'ombre l'enveloppe, une ombre froide, qui le range dans les archives des journalistes, des magistrats et des gendarmes. Mais pour les esprits avisés, la nuit qui le recouvre n'est pas en mesure de dérober sa leçon. La revendication rebelle d'un homme qui n'a pas hésité à porter des questions théoriques sur le terrain fertile de la vie, et à finalement les vivre dans sa chair et dans son sang, jusqu'au bout, lui confère une grandeur féroce. Sa mort ne laisse pas un vide : elle fonde la muraille de compromis et de soumission sous laquelle l'homme étouffe. À travers cette ouverture, c'est l'existence même de l'individu qui commence à couler et à gargouiller, sans freins ni muselière.

EMILE HENRY ET LA PROPAGANDE PAR LE FAIT

« Terreur noire », « période des attentats », « terrorisme anarchiste ». Ce sont les années 1890, de 1891 à 1894 plus précisément, qui sont ainsi désignées. C'est cet enchaînement, du jeu de bombes de Ravachol s'attaquant aux juges et procureurs au tranchant de Caserio tuant un Président. Et entre-temps, l'explosion du café où bossait le garçon qui balançait Ravachol, Vaillant et sa bombe à clouer les députés, le retournement du commissariat de la rue des Bons Enfants (y en avait jusqu'au plafond) à défaut des bureaux des mines Carmaux, le plantage d'un ministre de Serbie par Léauthier ou Emile Henry frappant dans le tas d'un café. D'autres manifestations de la propagande par le fait s'exprimèrent avant ou après ce moment bien connu. Mais ces années-là furent particulièrement spectaculaires et mises en scènes, souvent réduites aux actions explosives. Chez les anarchistes orthodoxes, comme dans les livres d'histoire, on est bien obligé de se rappeler ce douloureux passé, qui permet tout de même quelques bonnes blagues et chansons osées. C'est aussi une sacrée épine dans le pied, dont on voudrait bien se débarrasser ou oublier et faire oublier. Toujours sur la défensive, certains préfèrent alors encore répéter que ces années furent un fiasco total, sinon une parenthèse – rien à voir avec ce qu'est réellement l'anarchie – ou encore un mal nécessaire qui fit évoluer le mouvement vers des méthodes plus constructives, moins explosives.

Le dernier livre sur le sujet, une biographie, qui vient de paraître aux Editions Libertaires – *Emile Henry, de la propagande par le fait au terrorisme anarchiste*¹ – se place toujours dans cette lignée, ne se démarquant guère de l'analyse officielle. Même si, pour une fois, l'auteur souhaite ne pas nier la volonté politique de l'individu. Mais il en fait un être à part – bourgeois et marginal – et dont l'acte marquerait un tournant : la mort de la propagande par le fait, devenu « terrorisme », et l'évolution de l'anarchisme vers d'autres formes d'action plus saines, comme le syndicalisme. La publication même du livre, au vu du 4e de couverture, prend des allures d'avertissement : « *Une histoire qui, par les temps de désespérance sociale qui courent aujourd'hui, est susceptible, hélas, de redevenir d'actualité* ». Tandis que certains préviennent, s'inquiètent, d'autres ont déjà pris la mesure de ces avertissements, fichant ou enfermant les anarchistes d'aujourd'hui sur quelques « intentions », une tentative avortée d'incendier un

1 Walter Badier, *Emile Henry, de la propagande par le fait au terrorisme anarchiste*, Les éditions libertaires, 2007. Toutes les citations qui suivent sans indication de provenance sont tirées de cet ouvrage.

véhicule de police ou une dénommée « association de malfaiteurs ». Où l'on retrouve l'expression et les dispositions judiciaires prises en 1893 pour enrayer et stopper ces attaques dirigées contre la bourgeoisie, à coups de schlass, de bombes, de vols. Autres temps, autres pratiques, autres mœurs...

Il y a malgré tout beaucoup d'éléments dans ce livre. Une recherche méticuleuse. À tel point que l'on peut prendre une tout autre position en réutilisant de nombreux passages. Car ce sont surtout beaucoup de présupposés et une interprétation qui posent problème, bien pensants et qui ne s'écartent pas des sentiers battus. Ne serait-ce que par l'utilisation abusive de certains termes, ceux du pouvoir, comme l'usage fait des archives, principalement celles de la police. Évidemment, il est souvent difficile de disposer, pour ce sujet, d'autres sources aussi riches. Mais on peut donc proposer une autre interprétation en agençant et en soulignant des éléments différents... La propagande par le fait ne se limitait pas aux marmites à renversement, et c'est en tant qu'ensemble de pratiques qu'elle paraît le plus pertinente. D'autre part, elle prend tout son sens dans un contexte et un moment historique que l'on a tendance à négliger, obnubilé que l'on est par l'acte, qui perd alors beaucoup de son sens. Les années 1890 sont le moment d'une renaissance d'un mouvement ouvrier durement touché par les massacres, les condamnations et les exils de la Commune. C'est donc un renouveau des conflits et des luttes. Une époque, une ambiance bien plus intéressante que ne laissent généralement paraître les biographies redondantes, les reprises des discours qui sapent les positions de classe et la mise en avant d'une sacro-sainte opinion publique, réinterprétable à merci.

Emile Henry, un passé bourgeois, une famille de révoltés

« Les éducateurs de la génération actuelle oublient trop fréquemment une chose, c'est que la vie, avec ses luttes et ses déboires, avec ses injustices et ses iniquités, se charge bien, l'indiscrète, de dessiller les yeux des ignorants et de les ouvrir à la réalité. »
(Déclaration d'Emile Henry à son procès)

Walter Badier s'étonne qu'aucune biographie n'ait jamais été écrite sur Emile Henry. C'est chose faite avec son ouvrage. Pour en faire le portrait, il se distingue en se situant au-delà des accusations romanesques courantes – folie, désespoir amoureux ou mysticisme. Il ne nie pas la dimension politique du personnage. Mais une chose le chagrine malgré tout : *« ses qualités intellectuelles lui auraient probablement permis de servir autrement la cause anarchiste »*. Il ne peut s'empêcher de dresser une image non moins habituelle et réductrice : bourgeois, marginal, terroriste... La même ritournelle, les mêmes portraits castrateurs entendus maintes fois dans les cours de justice ou bureaux de police. Badier feint également l'étonnement, constamment rejoué, face à tout geste de révolte. *« Un rédacteur du Journal des Débats indiqua le 14 février 1894 à ses lecteurs qu'il ne connaissait pas de causes "aussi étranges et mystérieuses que celles qui déterminèrent, dans l'âme du jeune Henry, l'éclosion de ses sentiments anarchistes". »*

« *Comment ce jeune bourgeois est-il devenu anarchiste ?* » s'interroge l'avocat général et Badier en cœur avec lui. Comme si le monde tel qu'il est et tel qu'il nous entoure ne donne pas à lui seul toutes les raisons pour se révolter. Quel besoin de chercher dans les histoires personnelles, dans l'environnement familial, les ruptures, les déviations, les faux pas ?

Et s'il faut vraiment fouiner dans son enfance et sa famille, la surprise disparaît d'elle-même. « *Il y a chez ces hommes un sentiment de révolte extraordinaire ; ils viennent des anciens Camisards, le père était dans la Commune. Ils seront plus anarchistes que l'anarchie ou plus royalistes que le roi sous la monarchie. Toujours dans l'opposition et dans la révolte.* »² Emile Henry est né en Espagne en 1872, où son père, quarante-huitard puis communard condamné à mort, s'était exilé. Ce dernier, ouvrier sculpteur sous le Second Empire, fait des affaires plus ou moins bonnes dans l'exploitation de mines d'or, d'argent et de charbon en Espagne et en meurt, empoisonné aux vapeurs de mercure, en 1882, soit deux ans après l'amnistie et son retour en France. Sa mère se débrouille tant bien que mal avec ses enfants. Elle récupère une maison de famille et y installe un débit de boissons, fréquenté par des ouvriers terrassiers. Emile continue d'aller gratuitement à l'école en qualité de « pupille de la ville de Paris ». Puis, avec des bourses et diverses aides du reste de la famille, il passe son bac et est promis à l'école polytechnique pour devenir un ingénieur brillant et reconnu.

Dès lors, rien à voir avec la vie de trimard d'Auguste Vaillant ou celle de cambrioleur de Ravachol, tous deux le plus souvent sans le sou. Mais Emile Henry n'était pas ignorant des conditions faites aux prolétaires et il fuit une belle destinée de bourgeois toute tracée. En 1889, il refuse de se présenter au concours d'entrée à Polytechnique, en particulier pour des raisons antimilitaristes. Il choisit de se lancer à travailler avec un de ses cousins. « *Pour ce jeune homme, «absolument neuf dans la vie», qui a toujours vécu dans des environnements protégés et favorables à son épanouissement, la découverte de la réalité sociale va entraîner un profond sentiment de révolte. Allant de déception sentimentale en désillusions sur la société, le jeune Emile va progressivement se placer en marge de la vie sociale "traditionnelle".* » Certains ont la mémoire, la souffrance, la rage moins courte que d'autres : les crimes de la Commune, l'exil ou la mort, l'exploitation et l'intoxication faisaient déjà partie de sa courte vie...

« *Toi qui me connais, tu pourras leur dire que les criminels sont ceux qui rendent la vie impossible à tout homme de cœur, qui soutiennent un état social où chacun souffre ; tu leur diras que ce ne sont pas ceux qui refusant dans cette société, un rôle que leur dignité refuse, se rangent du côté du peuple, se font peuple comme lui, et se donnent entièrement pour son émancipation.* » (Lettre d'Emile Henry adressée à sa mère de la Conciergerie, 19 février 1894)

2 Témoignage au procès d'Emile Henry d'un parent par alliance, le comte Ogier d'Yvry, cité par Jean Maitron, Ravachol et les anarchistes, Paris, Gallimard, 1992, p. 99.

Le plus difficile à comprendre pour ces gens-là reste pourquoi, promis à une si glorieuse et si tranquille carrière, finalement embauché à un poste stable, il choisit la misère et la galère – « *la marginalité* » – en quittant son emploi et en refusant de faire son service militaire – « *un acte civique par excellence* ». Ajoutons à cela une part de psychologie de bas étage – « *insertion difficile dans la société* », « *être hyper-sensible et idéaliste* », « *perte quasi totale de repères* », « *situation d'anomie* », et le tour est joué. « *C'est dans ces dispositions psychologiques très particulières, constituant naturellement un terrain favorable à un engagement vers un mouvement radical, qu'Emile Henry rejoignit les libertaires* ». Marginalisation, désespoir social, et l'on redécouvre les rengaines habituelles pour expliquer, raisonner, encadrer une vie que l'on veut présenter comme « *à part* ». Alors quelle ressemblance à celle de beaucoup d'autres. Badier place Emile Henry hors du monde, hors du commun, comme s'il ne partageait rien avec d'autres, si ce n'est d'autres anarchistes. Il utilise également ce procédé à une échelle plus vaste, pour l'ensemble du mouvement anarchiste dans les années 1880-1890 : « *isolement (...) depuis sa mise à l'écart de l'Internationale en 1872* », « *isolé, coupé du reste de la société* », « *à la recherche de moyens d'action efficaces et plus encore d'une véritable identité* ». Façon d'expliquer encore une fois le passage à l'action plus violente : « *Une fois abandonné l'espoir de regrouper sous la même bannière, celle de l'Internationale, l'ensemble de la classe ouvrière, les anarchistes se vouèrent à une action insurrectionnelle et illégale au détriment de la lutte ouvrière et revendicatrice.* » Une vision fort contestable puisqu'à aucune autre époque les anarchistes ne furent autant impliqués et imbriqués dans un milieu ouvrier combatif, dont ils étaient bien souvent issus et qui gagnait alors en force. Certains menaient de front et de concert l'action insurrectionnelle et illégale et la lutte ouvrière, où la plupart forgeaient leurs premières armes. Cela tandis que les socialistes – qui étaient l'autre frange du mouvement révolutionnaire de l'époque – s'orientaient progressivement vers le parlementarisme. Bref, isoler, circonscrire, un individu ou un « *mouvement* », c'est toujours le meilleur moyen de minimiser les luttes et les révoltes d'une époque.

Emile Henry, selon Badier : un bourgeois donc, un marginal aussi, un terroriste enfin. Dernière figure qui aujourd'hui encore plus qu'hier différencie, isole et effraie. Terme que l'auteur utilise à tire-larigot, dans son titre même, sans chercher seulement à s'interroger sur le sens passé ou actuel de ce mot, et ce que son usage sous-tend. Maintenant, « *le mot "terrorisme", déconnecté de son sens originel et employé exclusivement avec une intention de dénigrement actif de la violence politique de l'autre, est devenu par excellence l'instrument de l'arnalgame policier* »³. Son emploi immodéré dans le livre est donc particulièrement agaçant. Même si du temps d'Emile Henry et de ses comparses, un terroriste reste celui qui utilise la terreur comme moyen d'arriver à ses fins. Mais c'est évidemment la bourgeoisie qu'il s'agit de terroriser. Nuance d'importance que la bourgeoisie, son gouvernement et sa presse vont chercher à

3 Léon de Mattis, « État et terrorisme », Indymedia Paris, 18 avril 2008.

masquer et faire oublier. Pour forger l'image de l'anarchiste, ou du terroriste, écorché vif, impulsif, névrosé, prêt à tout détruire et donc à s'attaquer à tout et à tous sans distinction aucune.

Frapper dans le tas... des bourgeois

« J'ai voulu montrer à la bourgeoisie que désormais il n'y aurait plus pour elle de joies complètes, que ses triomphes insolents seraient troublés, que son veau d'or tremblerait violemment sur son piédestal, jusqu'à la secousse définitive qui le jetterait bas dans la fange et dans le sang. (...) Et les victimes innocentes? (...) La maison où se trouvaient les bureaux de la Compagnie de Carmaux n'était habitée que par des bourgeois. Il n'y aurait donc pas de victimes innocentes. La bourgeoisie, tout entière, vit de l'exploitation des malheureux, elle doit tout entière expier ses crimes. (...) Les bons bourgeois qui, sans être revêtus d'aucune fonction, touchent cependant les coupons de leurs obligations, qui vivent oisifs des bénéfices produits par le travail des ouvriers, ceux-là aussi doivent avoir leur part de représailles. »
(Déclaration d'Emile Henry à son procès)

Si le geste d'Emile Henry marque bien un tournant dans l'élan propagandiste de ces années, la raison n'est pas à chercher dans son passé, son caractère ou dans un acte devenu « terroriste ». Par sa cible et ses propos, il ouvre une brèche dans laquelle vont s'engouffrer ses ennemis, brèche dans laquelle Badier s'engouffre également. « *Emile Henry ne prit pas pour cible tel ou tel personnage symbolique des institutions ou détenteur de l'autorité, mais le peuple dans sa globalité.* » Bien avant d'avoir attrapé Henry, il fallait faire trembler dans les chaumières en agitant le spectre des anarchistes. « *Les gouvernements traitent les peuples comme certains parents traitent leurs enfants, ils leur inspirent la peur de quelque monstre imaginaire pour les faire rester tranquilles.* »⁴ Avec lui, on en remet une couche : c'est un bourgeois, un intellectuel et il s'attaque à n'importe qui. Il voulait « *frapper dans le tas* », qu'importent les « *victimes innocentes* ». Badier va plus loin, Emile Henry aurait dénié « *l'existence d'un antagonisme social* » pour s'attaquer « *à l'ensemble de la société sans la moindre distinction* ». Un antagonisme social bien vite oublié dans le restant du livre. Et à relire les déclarations d'Henry à son procès, il s'agissait pourtant bien de frapper dans un tas de bourgeois.

« *Vous avez le mépris de la vie humaine. Non, de la vie des bourgeois* » répondra-t-il à ses juges. La distinction peut paraître légère et facile, maintenant que la distinction de classe se veut toujours plus embrouillée. Elle l'était moins à une époque où la guerre sociale battait son plein, plus clairement énoncée, aux antagonismes plus marqués et plus physiques. Non pas pour dire qu'aujourd'hui, exploitation et domination ne tuent plus, mais de façon plus voilée et à peine masquée. À la fin du XIXe siècle, l'armée pouvait tirer dans une foule de gréviste et faire presque une vingtaine de morts.

4 Jacques Mesnil, Le Mouvement anarchiste, Bruxelles, Bibliothèque des Temps Nouveaux, n° 9, 1897, p. 48

Ailleurs, d'autres grévistes balançaient un ingénieur par la fenêtre et le tuaient. Badier le rappelle tout en soulignant un « *profond malaise social et politique de l'époque* » ou « *le difficile apprentissage de la démocratie, le problème de crédibilité dont souffrait alors la République, ainsi que le désespoir et la résignation d'une partie de la population* »...

La bourgeoisie à laquelle Henry s'attaque, avec ou sans fonction, avec ou sans uniforme, est responsable des épisodes sanglants de la Commune ou des répressions meurtrières des dernières grèves, comme à Fourmies. Elle vit dans l'opulence tandis que nombreux sont ceux qui meurent à la tâche et dans la misère. Enfin, elle s'est attaquée aux anarchistes, tous les anarchistes sans distinction, en enfermant, isolant, exilant. Le simple fait de crier « Vive l'anarchie » un peu éméché au sortir d'un bar devient désormais un acte lourd de conséquence alors que quelques mois auparavant, le ministère de l'Intérieur peinait à enfermer Fortuné Henry, le frère d'Emile, en tournée de conférence pour défendre Ravachol, « *les explosions, le droit au vol, le droit à l'assassinat* ». La liste des anarchistes surveillés par la police s'étoffe, comme pour pallier l'impuissance à prévenir tous les actes individuels. Le 1er janvier 1894, après la bombe de Vaillant, avant celle d'Henry, la police procède à 552 perquisitions dans toute la France. S'ensuivent 117 arrestations... Rebelote en février puis en juillet. Le parlement vote également très rapidement les fameuses « *lois scélérates* ». Pour Emile Henry, la question de cibles plus symboliques ne se pose même plus, c'est donc la bourgeoisie dans son intégralité à laquelle il faut s'attaquer.

Malgré ce qu'il pût bien raconter, la version qui perdure est celle d'une attaque peu ciblée, s'attaquant même à la masse veule des électeurs. La cible pouvait se prêter à de telles considérations : un café musical bondé de bourgeois n'est pas l'Assemblée, les domiciles bourgeois, un commissariat. Lui-même s'aventura à des propos hasardeux vis-à-vis des employés, qui méritaient, au même titre que les bons bourgeois, leur part de représailles : « *tous ceux qui sont satisfaits de l'ordre actuel, qui applaudissent aux actes du gouvernement et se font ses complices, ces employés à 300 et à 500 F par mois qui haïssent le peuple encore plus que les gros bourgeois, cette masse bête et prétentieuse qui se range toujours du côté du plus fort, clientèle ordinaire du Terminus et autres grands cafés* ». Et il complète : « *Voilà pourquoi j'ai frappé dans le tas sans choisir mes victimes* ». Il ne faisait qu'ajouter à sa haine de classe celle d'une masse inerte, avec qui tout serait possible si elle se prenait à refuser les exactions des bourgeois. Haine également de ceux qui étaient prêts à balancer leurs frères de misère pour rien, quelques reconnaissances du maître, une courbette d'esclave. Tel ce serveur qui dénonça Ravachol ou l'employé qui aida à arrêter Henry.

Les dessous de l'opinion publique

« *Même, parmi les ouvriers, pour lesquels j'ai lutté, beaucoup, égarés par vos journaux, me croient leur ennemi. Mais cela m'importe peu. Je ne me soucie du jugement de personne.* »
(Déclaration d'Emile Henry à son procès)

Pour appuyer la version fanatique d'un jeune terroriste frappant des victimes innocentes, Badier s'intéresse à la réception de son acte. « *Au-delà même de ses actes terroristes, Emile Henry, en apparaissant aux yeux de l'opinion publique comme un véritable fanatique, là où ses prédécesseurs avaient essentiellement été perçus comme des désespérés, voire comme des "victimes du système social" modifia la perception par le grand public des crimes anarchistes* ». Il n'est peut-être pas nécessaire d'aller jusqu'à prétendre le contraire : il y eut assurément des sceptiques, des furieux, des apeurés, des va-t-en-guerre, des prêts à croire les journaux. Mais ses sources sont un peu limitées : même chez les sociologues officiels, on trouve un scepticisme quant à la capacité de la presse à refléter l'opinion des braves gens, c'est dire ! Les anarchistes tenaient déjà cette critique, connaissant la presse comme au service du pouvoir : « *Les bourgeois eux-mêmes s'aperçoivent sans doute que l'argent jeté à pleines mains par les gouvernements pour surveiller, provoquer et réduire les anarchistes, ne suffit pas à enrayer le mouvement car ils renforcent l'action officielle en tâchant d'influencer constamment l'opinion publique par la parole et par les écrits. Ainsi que je l'ai dit déjà, la Presse est l'instrument de cette contre-propagande, la calomnie en est le moyen.* »⁵

D'autres témoignages apportent des éléments divergents. Un mastroquet de Belleville a par exemple raconté l'intérêt pour les anarchistes qu'il a remarqué chez ceux qui fréquent son bistrot. Henry ne suscita pas la sympathie indéniable que s'attira Vaillant. « *Pourquoi s'en prendre à des individus paisiblement assis en un lieu public ?* » Mais on s'y attacha également. « *La société bourgeoise ne rejetterait plus, avec quel dédain ! la violence barbare de la guerre entreprise contre elle sur l'exacerbation d'une poignée d'ouvriers insuffisamment dégrossis. (...) Quand il comparut en cour d'assises, on commenta son interrogatoire, on pesa, on répéta le moindre de ses mots, avec l'évidente satisfaction de le voir dominer tout et tous.* »⁶ Difficile de résister au plaisir de mentionner quelques réactions piochées ici et là aux explosions éclatantes de ces années-là. Loin des analyses bien plus coincées que l'on connaîtra par la suite : « *dernière poussée de fièvre d'une maladie infantile* » pour Jean Maitron ou « *déviations épisodiques et stérilisantes de l'anarchisme* » pour Daniel Guérin... Dans le bistrot cité ci-dessus, on réagit à l'acte de Vaillant en regrettant qu'il n'y ait pas plus de blessés dans « *l'Aquarium* » (l'Assemblée). Un flic rapporte ces propos entendus lors de l'explosion sur le boulevard Magenta : « *Ah ! Disait l'un en parlant des victimes, encore quelques vaches de moins. On en a marre des flics et des cognes. Le rêve, mon vieux, ce serait qu'ils y passent tous jusqu'au dernier. Tu parles alors d'une nouba.* »⁷ Fortuné Henry, échaudé par l'arrestation de Ravachol, parcourait le pays, prononçant des discours devant jusqu'à 600 personnes : « *Il n'a parlé que de faire sauter, supprimer ou tuer patrons, bourgeois, capitalistes, commissaires, etc.*

5 Jacques Mesnil, *Le Mouvement anarchiste*, op. cit., p. 55.

6 Henry Leyret, *En plein faubourg. Notations d'un mastroquet sur les mœurs ouvrières (1895)*, Les Nuits Rouges, 2000, p. 160-161.

7 Ernest Raynaud, cité par André Salmon, *La Terreur noire*, Paris, Union Générale d'Éditions, 10/18, 1973, T.I, p. 255.

“Il faut ouvrir le ventre à 4 ou 5 patrons, dit-il, et les autres rendront leurs comptes... Nous les jetterons par la fenêtre comme Watrin... Nous les dynamiterons... Il ne faut pas pérorer mais agir, etc...”⁸ Campagne qui fit « beaucoup de mal », selon les propos même du ministère de l’Intérieur à la Justice⁹. Certains profitèrent de l’occasion pour effrayer leur propriétaire ou leur concierge, en rédigeant des lettres de menace, dont plusieurs milliers sont réunies dans des cartons de la préfecture de police. « Et l’on vit un propriétaire donner congé au commissaire de police qui avait arrêté Ravachol et se trouvait, de ce fait, menacé de représailles anarchistes ou encore un magistrat de Saint-Etienne s’enfuir pour ne pas juger les complices de Ravachol. Cas isolés certes, mais qui donnent une idée de la crise... »¹⁰ Il devenait donc urgent de mettre fin à ces petites sauteriers meurtrières. Tous les moyens habituels furent donc mis en branle.

Et l’acte d’Henry, qui venait quelques semaines après le succès populaire rencontré par celui de Vaillant, et l’indignation suscitée par son exécution, devait servir un autre dessein. La grande presse joua sur différents tableaux qui ne lui furent guère favorables : son « passé bourgeois » et ses « victimes innocentes ». Quand à ce que ressentit « l’opinion publique », inutile de batailler plus avant avec Badier. Selon lui, ces deux attentats « suscitérent l’incompréhension et surtout la colère de l’opinion publique. Plus encore le peuple français, au premier rang duquel se trouvaient ses dirigeants, entendait désormais lutter plus vigoureusement contre l’anarchisme ». Pour lui, l’opinion publique se lit évidemment dans la grande presse et le « peuple français » suit aveuglément ses dirigeants... Quoi qu’il en soit, l’exécution d’Henry fut assurément une erreur tactique. Même Maurice Barrès le signale, affligé, comme Clémenceau, par le spectacle de l’exécution. « Quand la voiture, qui m’éloignait de ces scènes honteuses, fut rejointe par le fourgon du cadavre, fuyant ventre à terre vers Ivry, je vis la foule saluer celui qu’elle eût voulu écharper sur le trottoir du Terminus. La matinée du 21 a servi la révolte et desservi la société. La lutte contre des idées se mène par des moyens psychiques, non avec les accessoires de M. Deibler. »¹¹ Quelque temps auparavant, le restaurant Foyot sautait. L’auteur est resté inconnu. Puis, Pauwels mourra avec la bombe qu’il destinait à l’église de la Madeleine, « temple d’une bourgeoisie huppée ». Cible que l’on considérera donc comme mieux choisie, s’il ne s’était fait sauter avec sa création... Enfin, Caserio poignardera Carnot. Il faudra bien un Procès des Trente, tenu en juillet de cette bruyante année, et sa grossière entourloupe pour calmer le jeu...

8 Rapport de la préfecture de l’Aisne au Ministre de l’Intérieur, Laon, 8 août 1892, Archives Nationales, F7 15968 dossier de Fortuné Henry.

9 Lettre du Ministère de l’Intérieur au Ministère de la Justice, Paris, 10 novembre, AN, F7 15968.

10 Jean Maitron, Ravachol et les anarchistes, op. cit., p. 13.

11 Maurice Barrès, cité par Jean Maitron, Ravachol et les anarchistes, op. cit., p. 117. Deibler était le bourreau qui maniait la guillotine. Il exécuta de nombreux anarchistes, de Ravachol aux Bandits Tragiques.

Chez les « vrais » anarchistes...

« Je n'ignore pas non plus qu'il existe des individus se disant anarchistes qui s'empressent de réprouver toute solidarité avec les propagandistes par le fait. Ils essayent d'établir une distinction subtile entre les théoriciens et les terroristes. Trop lâches pour risquer leur vie, ils renient ceux qui agissent. Mais l'influence qu'ils prétendent avoir sur le mouvement révolutionnaire est nulle. » (Déclaration d'Emile Henry à son procès)

Emile Henry savait depuis plusieurs années qu'il encourait par ces actes la critique de nombreux compagnons. Il avait vécu les dissensions qui étaient nées avec la célébrité de Ravachol. Avec son frère, ils l'avaient soutenu par des conférences. Ils avaient fait craindre à la police qu'ils interviendraient à Montbrison le jour de son exécution. Et ils furent arrêtés à cette occasion. Dans la presse anarchiste également, Emile s'était opposé aux jugements moraux des anarchistes : « Faudra-t-il que les Ravachols futurs, avant d'engager leur tête dans la lutte soumettent leurs projets à l'acceptation des Malatestas érigés en Grand Tribunal, qui jugeront de l'opportunité ou de l'inopportunité des actes ? (...) Lorsqu'un homme, dans la société actuelle, devient un révolté conscient de son acte, – et tel était Ravachol – c'est qu'il s'est fait dans son cerveau un travail de déduction embrassant toute sa vie, analysant les causes de ses souffrances, et lui seul est juge s'il a raison ou tort d'avoir de la haine, et d'être sauvage, "voire même féroce". (...) Chacun de nous a une physionomie et des aptitudes spéciales qui le différencient de ses compagnons de lutte. (...) nous ne leur reconnaissons pas le droit de dire : "Notre propagande seule est la bonne ; hors de la notre, pas de salut." C'est un vieux reste d'autoritarisme que nous ne voulons supporter, et nous aurions vite fait de séparer notre cause de celle des pontifes ou aspirants tels. »¹²

Et comme il pouvait s'y attendre, son acte suscita bien des critiques. Badier s'appuie sur celles d'Elisée Reclus – « Tous les attentats dans le genre de celui du *Terminus*, les vrais compagnons les considèrent comme des crimes » – ou d'Octave Mirbeau – « Un ennemi mortel de l'anarchie n'aurait pas mieux agi que cet Emile Henry » – pour illustrer les réactions négatives des anarchistes eux-mêmes. Là encore, ses sources sont un peu limitées. Si Mirbeau tint de tels propos, son article en rendit furieux plus d'un dans les milieux anarchistes. D'autres littérateurs fréquentant la Revue blanche font en effet circuler la « déclaration farouche » d'Emile Henry, qu'ils sont « loin de considérer comme un être purement malfaisant »¹³. Certains se réjouirent ou simplement soutinrent ce compagnon et son geste. Et il faut au moins reconnaître cette volonté générale de ne pas écraser de ses critiques ou de ses condamnations un compagnon entre les mains de la justice.

Même chez certains socialistes, on trouve des réactions plutôt étonnantes. « *Songeon-*

12 Emile Henry, L'En Dehors, n° 69, 28 août 1892.

13 Jean-Pierre Lecerclé, Littérature, Anarchies, Paris, Place d'armes, mai 2007, p. 61.

nous que, s'il n'y avait pas de misérables mourant de faim, il n'y aurait pas non plus d'anarchistes ? Car ceux-ci ne sont que des désespérés forts et résolus, les autres sont des désespérés faibles et soumis ; tous, au même titre, sont les produits et les victimes de notre état politique, économique et social. » Ils marquent tout de même leurs distances avec les anarchistes et en profitent évidemment pour vendre leur soupe : « N'est-il donc aucun moyen de garantir notre société contre les attentats criminels des anarchistes ? Il en est un, des plus simples. Donnez aux classes ouvrières l'espérance, les attentats cesseront aussitôt. Rendez aux masses la croyance que le gouvernement et les chambres travaillent vraiment à leur prospérité, rendez leur l'espérance qu'il en naîtra pour elles un meilleur avenir. (...) il n'y aura plus d'anarchistes. » Chacun profite de l'événement pour affirmer encore son opposition, mais en proposant des modes d'action différents. Comme concept, la propagande par le fait engendra des ruptures profondes dans les milieux anarchistes. Non pas tant autour de la question des moyens, mais bien plutôt sur ce que devait désormais signifier « l'anarchie » et qui serait digne de la représenter. La séparation que soulignait déjà Emile Henry entre les théoriciens et ceux qui agissent s'illustra de façon éclatante lors du Procès des Trente qui eût lieu en juillet 1894. Trente accusés d'horizons différents regroupés dans une même « association de malfaiteurs », des théoriciens comme Jean Grave, des artistes comme Félix Fénéon, des cambrioleurs comme Ortiz. Les $\frac{3}{4}$ des accusés furent acquittés, les autres, cambrioleurs et bandits furent condamnés. Et comble de l'ironie, ce Procès fut présenté comme une grande victoire. Justice avait été rendue ? On aimerait bien savoir ce qu'en pensa Ortiz.

« Ce verdict de sagesse, s'il contribua à l'apaisement, ne fut cependant pas la cause déterminante de la fin des attentats. Cette cause fut la condamnation, par les anarchistes eux-mêmes, de la "dynamite individuelle", condamnation prononcée avant même qu'aient explosé les premières bombes de Ravachol »¹⁴. En réalité, ceux-là mêmes qui tenaient les rênes du discours, les théoriciens, Grave, Kropotkine, Reclus pour ne citer qu'eux, revenaient sur les propos qu'ils avaient pu tenir dix ans plus tôt en faveur de l'illégalité et de l'usage de procédés chimiques dans la lutte sociale, pour donner à l'anarchie de nouvelles lettres de noblesse. De la propagande par le fait, ils n'entendaient désormais garder que l'aspect le plus fade, cette propagande, par l'écrit principalement, qui devait éveiller tous ceux qui manquaient de la bonne conscience pour s'attaquer en masse à l'ennemi. Des faits, il ne leur restait rien. C'est pourtant ces faits eux-mêmes qui rendirent populaires des idées anarchistes... « Les attentats anarchistes ont fait beaucoup plus pour la propagande que les vingt ans de brochures de Reclus ou de Kropotkine. [Félix Fénéon] montre la logique des divers attentats qui attaquent avec Gallo la Bourse, avec Ravachol la magistrature et l'armée (caserne Lobeau), avec Vaillant les députés, avec Henry les électeurs, peut-être plus coupables que les élus, puisque ceux-ci sont forcés par eux de faire ce métier de députés, qui lui semble le plus anarchiste. »¹⁵

14 Jean Maitron, Ravachol et les anarchistes, op. cit., p. 14.

15 Félix Fénéon en discussion avec Paul Signac, cité par Caroline Granier, « Nous

Ce qui se joue à ce moment-là, qui va au-delà de la personnalité d'Henry ou de son acte, c'est l'accentuation d'un flou autour de la guerre de classe que mènent les anarchistes, un flou très bien orchestré, comme toujours par ceux qui savent clairement de quel bord ils se trouvent. C'est aussi la rupture assumée entre ceux qui prônent un anarchisme mouvement, raisonnable, bien circonscrit et qui se donnent pour mission d'expliquer, décrire ce nouveau -isme et de conscientiser les masses d'avec ceux qui se lancent dans l'action, ne se résignent pas aux bornes de la légalité, refusent comme bien d'autres leur condition.

Quant à la propagande par le fait

« Et, comme – invinciblement – la sympathie des foules s'en va aux ennemis des sociétés qui les tiennent courbées sous le joug insupportable de la Richesse, les travailleurs, en désarroi de leur détresse, se sentaient attirés vers les anarchistes, dans l'indifférence complète des doctrines et des théories, créant, en une communion d'amertume, de misère, de sombre désespérance, un anarchisme aussi terrible pour les classes dirigeantes que la propagande par le fait des militants : l'anarchisme de sentiment. »
(Henry Leyret, 1895)

Pour finir, on peut adopter un point de vue critique sur ces actes, mais en refusant de répéter le discours tenu par la presse, la police ou la justice de l'époque. Le côté martyr individuel – qui émeut de façon assez large – ressort trop souvent pour ne pas être un peu dénigré. Tous ne se voyaient pourtant pas comme tel, même si certains jouèrent sur cet aspect, et que beaucoup de littérateurs en firent leur beurre. L'autre aspect plus agaçant, c'est cette idée exprimée de réveiller ou guider les masses par une action exemplaire. La propagande par le fait paraît plus pertinente comme volonté d'une mise en acte au quotidien par tous et chacun de ce à quoi l'on aspire. C'est aussi une réflexion sur des actes de révolte diffus et partagés. Ce qui évite de mettre en exergue une seule pratique – comme la marmite à renversement ou la dynamite – ou de s'engluier dans de simples prises de position théoriques. La mise en avant de l'explosion masque parfois le projet collectif de société.

Car la propagande par le fait n'était pas seulement ces quelques bombes des années 1890, rendues spectaculaires et exceptionnelles par la presse. *« Il importe de ne pas se laisser assourdir par les explosions : elles n'en constituent qu'un aspect, le moindre au regard de tous ces actes de révolte, individuels ou collectifs, allant de l'estampage à la bombe, du watrinage [...] à la reprise individuelle. »*¹⁶ La propagande par le fait, c'était tout une palette d'actes qui allait du tract au cambriolage, de violents discours aux incendies en passant par la fausse monnaie. Ce fut simplement pour certains

sommes des briseurs de formules » : Les écrivains anarchistes en France à la fin du dix-neuvième siècle, Thèse, Paris-VIII, 2003, vol. II.

16 J.-P. Lecercle, Littérature, Anarchies, op. cit., p. 161.

la volonté de vivre comme ils l'entendaient, en se confrontant aux tenants de l'ordre établi. Elle ne fut donc pas limitée à quelques bombes, et encore moins à quelques bombes parisiennes. Dans les Ardennes, les années 1880 furent ainsi marquées par des actes variés : 1884, un incendie se déclare chez un propriétaire ; 1887, de la dynamite est lancée à travers la fenêtre d'un industriel ; 1888, le drapeau noir est porté par des ardoisiers en grève ; sans compter les troubles et bagarres dans les réunions électorales, dans les salles des conscrits, avec la gendarmerie. Et l'année 1891 est particulièrement agitée : grèves, feux de forêts (trois incendies éclatent en même temps la nuit précédant le 1er mai), explosions dans deux gendarmeries et explosifs retrouvés sur le rebord de fenêtre de la maison d'un industriel pour cette seule région. On a donc réduit la propagande par le fait à sa plus simple expression : quelques actes, en quelques lieux seulement et à une période restreinte dans le temps, alors qu'elle fut bien plus que cela.

Elle n'était pas non plus seulement le fait de groupes anarchistes que l'on imagine organisés et coordonnés entre eux. Beaucoup des actes des anarchistes sont simplement inspirés d'actes s'exprimant déjà dans les milieux ouvriers. À l'inverse, certains se proclamèrent anarchistes à la suite de certaines pratiques sans avoir même jamais rencontré, en personne ou par écrit, les tenants d'un parti ou d'une idée. Certains firent ces choix seuls, comme Clément Duval en 1886¹⁷ ou Léon Léauthier en 1894. C'est la rencontre entre une idée, un discours radical et des pratiques déjà existantes qui fait la force de certains moments, et de l'anarchie de ces années-là. C'est la proximité des anarchistes déclarés avec les trimardeurs, les voleurs, les faux-monnayeurs, les faiseuses d'anges, les contrebandiers que le bruit des bombes fait oublier. C'est aussi une condition commune d'exploitation auxquels beaucoup cherchent à échapper. Association de travailleurs ou de malfaiteurs. Un certain nombre de prolétaires se reconnaissent donc dans ces différentes démarches tant pour échapper à leur condition que pour continuer à s'organiser et à lutter contre les affameurs. Ce qui fait qu'il n'existait alors aucun « mouvement » mais une multiplicité de gens pouvant se réclamer de l'anarchie. Multiplicité qui sera dupée lors du procès des Trente aboutissant à une division entre les littérateurs et théoriciens d'un côté et les coquins de l'anarchie de l'autre.

Ces ruptures ont été entérinées avec le temps. Les tenants d'un anarchisme orthodoxe, bien pensant et propre sur lui ont survécu. Et il est toujours très épineux de parler de la propagande par le fait et de cette fin de siècle anarchiste. On entend toujours en écho la condamnation de celle-ci, la violence, les morts et blessés. Mieux vaut parler syndicalisme (et l'écho : bien, très bien, constructif, passé glorieux, âge d'or de l'anarchisme...) Cela a au moins l'avantage de neffrayer plus personne. Pourtant, la propagande par le fait, sous toutes ses facettes, a eu un certain succès, il faut bien le dire. Elle a même été internationale. Et ceux qui s'en défendent ont peut-être perdu en se rétractant.

Rose Caubet

17 Accusé de vol et pillage d'un hôtel bourgeois et de tentative d'assassinat de l'agent qui tenta de l'arrêter, il se réclama de l'idéal anarchiste.

SUR LA RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE

Nos gestes, nos actions, nos paroles portent en eux le monde que nous avons à cœur. Un monde différent de celui-ci, un lieu où – usons un peu de rhétorique – la liberté de chacun s'étend à l'infini avec celle des autres. Non pas un paradis terrestre, non pas « l'utopie » d'une vie a priori exempte de violences ou des contradictions humaines, et encore moins une masse d'égaux.

La société des individus : c'est celle que nous voulons, c'est pour elle que nous continuons à nous battre.

Et c'est « au nom » de la liberté de chaque homme *singulier*, au-delà de toute *autre* catégorisation, que nous continuons à penser qu'*aujourd'hui* est déjà un morceau de *demain*. Parce que, au-delà des possibilités plus ou moins réelles de voir la situation de cette planète être un jour renversée, la société que nous désirons peut déjà s'entrevoir à présent, dans la réalité de l'affrontement, dans la cohérence entre les moyens que nous utilisons dans la guerre contre l'État et les fins de l'émancipation souhaitée.

Certes, dans une société où le pouvoir tire son suc chaque jour de l'aliénation dévorante, où le contrôle (à travers des innovations technologiques et scientifiques permanentes) asphyxie tout aspect du quotidien en niant désormais toute possibilité de « dérobade », il paraît difficile d'échapper au chantage qui oppose la logique de la résignation à celle de la Guerre (civile et militaire). Plus encore, il semble difficile de trouver la manière de désertier, de combattre en « partisans » et pas en soldats, de s'opposer en libres individus aux masses vouées au massacre civil ou à l'esclavage.

C'est difficile, mais ce n'est pas impossible. Au moins nous obstinons-nous à vouloir le croire, parce que de même qu'aucun vaisseau ne peut être construit à partir de planches vermoulues – quand bien même seraient-elles bon marché et faciles à trouver – aucune liberté ne peut naître de l'autorité, de ses *moyens* et de sa logique.

Alors, tout comme nous avons toujours refusé de participer aux Guerres militaires, à présent, et avec encore plus de force, nous devons désertier et nous opposer à la Guerre civile.

Les armées, tous types d'armées, sont la négation de l'individu. Tout soldat (avec ou sans uniforme) est – potentiellement – en soi un terroriste : il l'est à partir du moment où il n'oppose pas soi, mais son propre camp, à un autre. Les « masses », les « races », les « nations », « le Peuple », « la Classe » : voilà les mots par lesquels on nomme le refus de sa propre liberté et de sa propre unicité, voilà les mots avec

lesquels l'homme cesse d'être tel et devient un soldat.

Ce n'est pas la « cause » qui sépare des autres et pour laquelle on combat qui porte l'être humain à « devenir » terroriste, soldat, mais son exact opposé : la *communion* réciproque des différents camps en présence en une idéologie unique : celle qui nie toute responsabilité individuelle au nom de la sacralité d'une cause réputée *supérieure*.

L'homme devenu soldat ne se reconnaît pas soi-même en tant qu'individu mais comme faisant partie de quelque chose de plus grand (un peuple, une armée, une religion, une classe), et pour laquelle il agit en conséquence. Face à lui, sous ses coups, ses bombes, ses paroles, ce ne sont pas des êtres *singuliers*, chacun avec des responsabilités différentes et particulières, mais des *masses* anonymes, déshumanisées et dévalorisées. En deux mots, ennemies.

Ce n'est donc pas l'acte en soi qui transforme l'homme en « militaire » mais plutôt le mécanisme, l'idéologie. Même l'apparence de justesse ou de bien fondé d'une « cause » – qui à première vue peut nous sembler « sympathique » – peut devenir, en y faisant plus attention, ouvertement réactionnaire. Ceci, parce qu'elle est basée sur la *non reconnaissance* de l'individu, parce qu'elle ne tient pas compte des responsabilités de chacun, parce qu'elle est massificatrice.

La liberté (ou le bien) du peuple (ou pire *d'un peuple*) est un concept abstrait, ne signifie absolument rien dans un rapport à la réalité. Disons que c'est un simple artifice rhétorique avec lequel la politique creuse la tombe des nigauds prêts à y croire. La liberté appartient à l'homme, dans sa singularité sans aucune autre acception et exception.

Et tout individu a, justement au nom de cette liberté, sa propre responsabilité, sa propre capacité d'agir, sa propre possibilité de penser. En bien comme en mal. N'importe quel présupposé qui nie ce principe porte en lui un caractère liberticide, prépare la perpétuation d'une société basée sur l'autorité et sur la politique, et peut justifier et absoudre tout massacre.

Les actions conduites en tant que « sujet politique » et contre d'autres « sujets politiques » *au nom* de la Liberté resteront toujours à l'intérieur de la politique, dans la logique de la Guerre.

Un jeune Palestinien par exemple, membre d'une organisation nationaliste, qui fait un massacre de soldats ou de civils demeure dans cette même dimension idéologique : les responsabilités individuelles ne comptent pas parce que les Israéliens, *tous* les Israéliens, sont des *ennemis*. Parce que ce qui est important, au-delà du poids des responsabilités de *chacun* des hommes qu'il a tués, est de frapper l'autorité adverse, est la pression qui s'exerce sur des pouvoirs ennemis. Au nom de la victoire... la fin justifie tout moyen.

En forçant le trait, mais pas tant que cela, le même raisonnement – avec les petites

différences d'usage – vaut pour les organisations islamistes face aux « occidentaux », pour « nos » soldats en mission à l'extérieur face aux « *dangereux barbares qui menacent notre civilisation* », pour ETA et consorts face à certains gouvernements. Et pourquoi pas, pour trop de révolutionnaires, face à la bourgeoisie.

Ce ne sont que quelques exemples parmi les plus éclatants, que nous ne citons pas pour éteindre les esprits des enragés de ce monde, mais pour empêcher que les flammes continuent à se développer vers la guerre civile.

Parce que nous avons malheureusement souvent vu dans l'histoire « les feux » brûler l'oxygène aux possibilités de libération.

Disons le de façon claire et nette : il n'a jamais été aussi nécessaire que maintenant d'attaquer. Mais attaquer signifie prendre la responsabilité de ce que l'on fait en tant qu'individu. Reconnaître nos responsabilités et les reconnaître chez l'adversaire. Cela signifie que chaque homme doit faire siennes les conséquences de ce qu'il choisit et de ce qu'il fait, sans pour autant se transformer en « sujet politique ».

Nous, en tant qu'individus, nous luttons pour l'affirmation de l'individu et contre des individus : on ne tire pas « sur des uniformes » mais sur des hommes, on ne frappe pas la bourgeoisie mais des hommes, on n'attaque pas des idéologies mais des hommes. Si nous voulons que l'homme soit libre, nous devons reconnaître l'humanité et l'unicité même dans le pire des ennemis.

Les processus totalitaires se sont depuis toujours fondés sur la dés-humanisation de l'adversaire. Or il devrait être évident – rien qu'en ayant en mémoire le passé récent et en regardant le présent tragique – que nous devons tenter le chemin opposé.

Un chemin capable d'abandonner toute idéologie et tout calcul politique est un chemin difficile à parcourir, mais qui peut – si on en a le courage – ouvrir mille possibilités. Certes, il en faut du courage pour se retrouver orphelin d'hypothèses et de perspectives dans un monde toujours plus difficile à comprendre. Il serait plus simple de continuer dans la logique des « catégories », des camps pour le moins dépassés entre sujets, sans comprendre le mécanisme et la dynamique dans leur ensemble.

Le fait est que cette absence, ce vide, ne constitue pas une limite en soi. L'affirmation de la responsabilité individuelle ouvre aux « orphelins » le champ des possibilités d'interventions révolutionnaires. Reconnaître l'individualité et l'humanité de l'opresseur et de l'exploiteur ne limite ni la critique ni l'action, mais augmente – en tenant présent toute de la complexité des responsabilités et des rôles sociaux – leur potentiel offensif.

Tant que l'individu a une possibilité de choix – si minime soit-elle par rapport à l'existant –, le fait d'accepter une fonction d'oppression particulière à l'intérieur du mécanisme social ne l'exempte pas de ses propres actes, mais le rend plus abject encore dans son humanité et pour son humanité même.

Une évaluation lucide des responsabilités individuelles devient donc une arme.

Une arme qui, chargée de la conscience du mécanisme social, peut tirer à coups de critiques et de pratiques sans s'enrayer dans le marécage de l'impuissance et de l'apologie.

Le pouvoir n'a pas besoin d'autres apologistes de la violence : il assume très bien cette fonction tout seul. Les hommes tuent et se révoltent avec nous ou malgré nous, la question est uniquement le *pourquoi* ils le font.

Les actes de tuer, de faire du mal à un être humain sont – au moins pour l'auteur – toujours quelque chose de désagréable ou de moche, précisément parce qu'ils sont bien sûr intrinsèquement autoritaires. Si, sur le chemin de la révolte contre cette société d'abus en tout genre, de tels actes doivent être accomplis (et il me semble évident que les puissants ne lâcheront pas volontairement leurs privilèges), ces actes doivent être au moins corrélés ouvertement et clairement à la *raison*, au *rêve*, à la *fin*, qui motivent le geste.

Si ces actes, les gestes des enragés, avaient été ou étaient finalement devenus quelque chose qui tend à la liberté, s'ils avaient porté ou voulu porter en eux la fin, le pourquoi, il est clair que tout le débat sur la « légitimité » de la violence aurait pu s'éteindre. Les intentions des politiciens (de profession ou du mouvement), tout comme le vide des *rien-à-foutre-je-suis-enragé* seraient devenus clairs. En somme, la différence substantielle entre la violence qui tend à la liberté et celle qui tend à l'autorité apparaîtrait clairement.

Dans cette vision « utopique », les débats sur le comment faire, sur l'exemplarité, sur la revendication historique, sur le chemin à prendre pourraient mener à une évaluation sereine des erreurs du passé et des possibilités – grâce aux erreurs précédentes – du futur.

Pourquoi débattre à propos d'Emile Henry au sein du « mouvement » libertaire et anarchiste (comme c'est le cas dans cette revue) ? Pourquoi supporter encore cette fausse diatribe entre ceux qui veulent voir – de manière idéologique – dans un acte du passé « *le sens même d'un acte révolutionnaire* » et ceux qui veulent – de manière politique – le discréditer parce qu'il est embarrassant ?

Soyons clair : les bombes contre « une catégorie » peuvent exprimer la haine contre un monde, une société, des responsabilités sociales. Cela, avec une analyse grossièrement sociologique. Elles ne peuvent pourtant pas exprimer les responsabilités particulières des individus : le banquier parvenu, le domestique, le lèche-cul des patrons, le serveur, l'employé arriviste, le secrétaire « bien installé et qui s'en satisfait » etc. etc. Tous ne peuvent être mis dans le même sac.

Robespierre est mort et il n'est d'aucun intérêt à l'exhumer. La cécité qui « condamne » à mort, qui frappe « dans le tas » en comptant les bourgeois – et en oubliant les esclaves – n'est donc pas intéressante. Elle est surtout odieuse.

On peut comprendre les passions, la haine, les expectatives, la rancœur des

nombreux Emile Henry qui ont fait trembler et tourmenté cette société infâme, mais on ne peut pas en faire l'apologie – aujourd'hui moins que jamais.

Les Emile Henry qui ont peuplé et peuplent cette société sont souvent « sympathiques », sensibles, intelligents, de bons auteurs et des personnes courageuses, mais tout cela ne peut nous faire oublier le principe de base selon lequel on doit reconnaître à chacun sa propre responsabilité. Il n'est absolument pas acceptable qu'une seule vie soit sacrifiée au nom de l'action ou de la cause. En l'occurrence, la cause – s'il s'agit de celle pour la liberté – perdrait toute valeur si une échelle de responsabilité n'y était pas reconnue, si elle portait dans l'action le principe militariste, celui qui *frappe dans le tas*.

Et frapper dans le tas, pour être encore plus clair, ne signifie pas seulement tuer ou blesser de nombreuses personnes. Cela veut dire faire des calculs sur le nombre de victimes à subdiviser entre celles touchées pour leur responsabilité réelle et celles touchées par « dommages collatéraux » (si l'on reprend un vocabulaire militaire à la mode). Cela veut dire être oublieux de l'existence des individus au nom de la politique.

On peut définir le fait de « frapper dans le tas » comme le fait de prévoir que ne serait-ce qu'une seule personne exempte de responsabilité spécifique soit volontairement atteinte. Revenons à notre exemple historique : il n'est pas vrai qu'Emile Henry ait frappé dans « le tas des bourgeois », pour la simple raison, qu'étaient bien sûr présentes à l'intérieur du lieu qu'il a fait sauter en l'air un certain nombre de personnes qui n'avaient rien à voir avec les responsabilités que l'anarchiste voulait attaquer. Emile Henry a donc « frappé dans le tas » et basta.

Disant cela, nous ne souhaitons pas dénigrer ici un aspect de l'histoire anarchiste, nous dissocier en idées des tragédies du mouvement. Il ne nous intéresse pas non plus d'être des apologistes de tout ce qui est « anarchiste », de regarder « notre » passé de manière acritique, de lancer une polémique historique et stérile.

La chose importante que ces quelques lignes tentent de mettre en discussion est la relation entre l'histoire et un certain type de construction idéologique que nous percevons comme un danger, au sens révolutionnaire.

Si, comme nous l'avons dit, la Guerre civile est en train de s'étendre à toute la planète avec sa charge de barbarie, il devient alors inévitable pour nous de mettre l'accent sur les caractéristiques d'une telle guerre, sur ses raisons historiques et idéologiques, sur des racines culturelles et politiques profondes qui, partout dans le monde, trouvent leur source dans les folles pratiques des *hommes en guerre*.

Partir du présupposé, malheureusement pas si évident, que tout terrorisme ne peut que pousser dans un sens opposé à *l'affirmation de notre individualité* devient centrale en temps de guerre. Une affirmation de principe donc, dans ce texte sans conclusion. Et, espérons, le début d'un débat aujourd'hui plus que jamais urgent.

Déjà paru

- **Individus ou citoyens**
- **Pour le bouleversement du monde**
- **La Peste religieuse**, Johann Most
- **Lettres sur le syndicalisme**, Bartolomeo Vanzetti
- **La tension anarchiste**, Alfredo M. Bonanno
- **La vertu du supplice**, Aldo Perego
- **Le système représentatif et l'idéal anarchiste**, Max Sartin
- **Soyons ingouvernables, Démocratie blues, A bas la politique, et autres textes**
- **Oui, le Reichstag brûle ! l'acte individuel de Marinus Van der Lubbe**, Pénélope
- **Autogestion et destruction**, Alfredo M. Bonanno
- **Le grand défi**

**DU TERRORISME, DE CERTAINS IMBÉCILES
ET D'AUTRES CHOSES**

-

POUR LE VERS DE LA VIE

-

**EMILE HENRY ET LA PROPAGANDE PAR LE
FAIT**

-

SUR LA RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE



Anar' chronique